

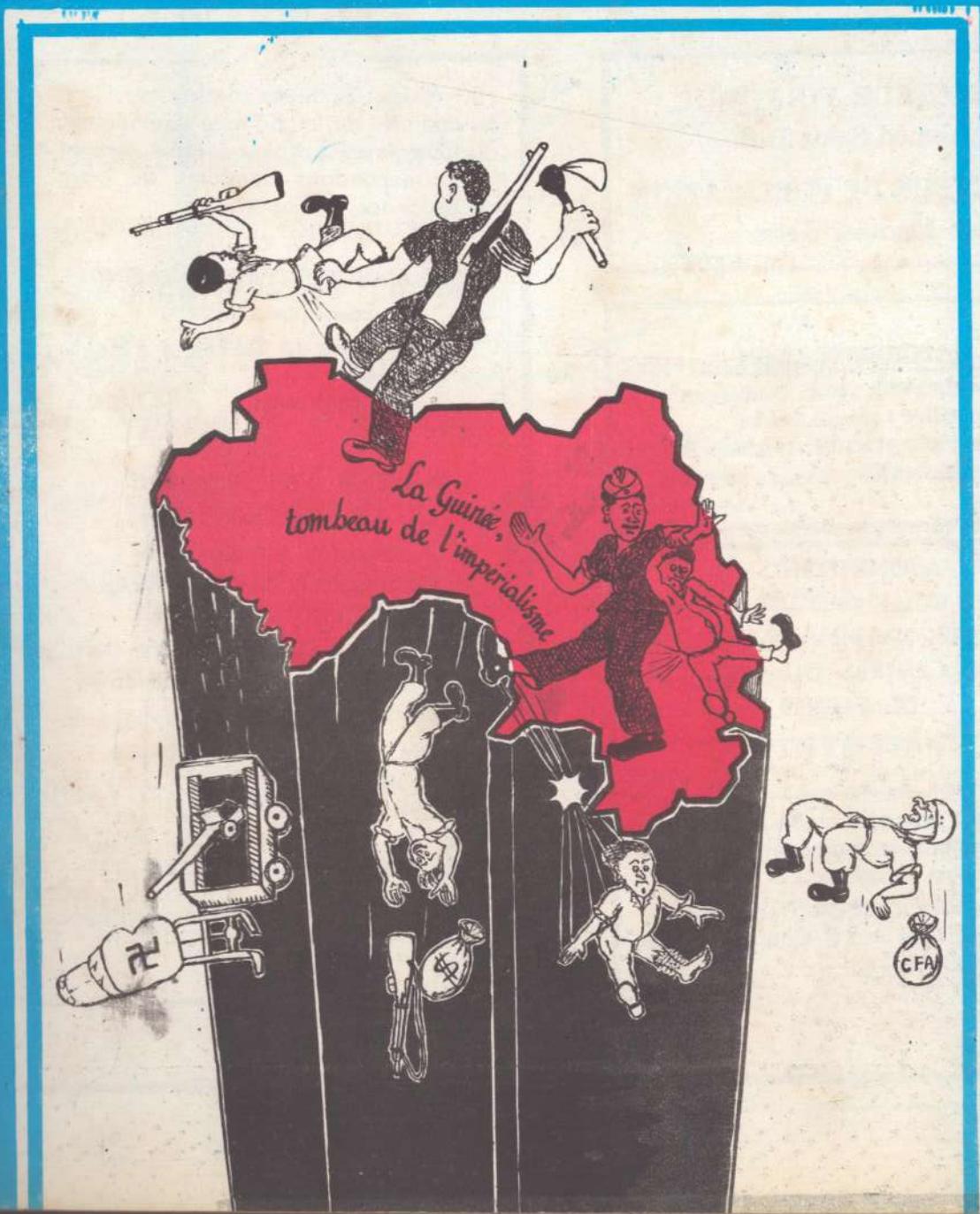


HOROYA

P
D
G

N° 2233 - Du 1er au 7 Août 1976 - Prix 25 Syllis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE





ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BP : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. : 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahmèd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya

D. ADJOINT : Jerome Dramu

S. G. DE REDACTION : Ibrahima Sise

D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A «HOROYA»
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - S P Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant banquier du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à
«HOROYA» ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE
B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :
VILLE : PAYS :
REGLEMENT :
CHEQUE CI-JOINT :
VIREMENT BANCAIRE

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte
bancaire No 32-34-51-395
Crédit National S. P. Conakry
Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que les reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques ban-
caires visés et positionnés.*

Prêt pour la Révolution

SOMMAIRE

Communiqué du Comité Central relatif au 8e anniversaire de la Révolution Culturelle Socialiste	4
Message du Chef de l'Etat au 8e anniversaire de la Révolution Culturelle Socialiste	6
Le camarade Stratège Ahmèd Seku Ture à la Conférence d'in- formation au Palais du Peuple le 23 juillet 1976	18
Editorial : Peuple digne, Peuple responsable	35
Le Peuple contre le Peuple ??? (à propos d'une émission de la Radio France - Inter)	37
Le Chef de l'Etat aux militants de Mali, 29 mai 1976	38
Discours du camarade Dr. Lansana Béavogui au 3e sommet de l'O.U.A. à Port-Louis	54
Actes du Pouvoir Central	63
Oraison funèbre : Hadja Yombo N'Diaye, la mort d'une pionnière	65

Communiqué du Comité Central

relatif au 8^e anniversaire de la R. C. Socialiste

Le Comité Central du Parti Démocratique de Guinée invite tous les Organismes du Pouvoir révolutionnaire du Parti-Etat de Guinée : Pouvoir Révolutionnaire Local, Pouvoir Révolutionnaire d'Arrondissement, Pouvoir Révolutionnaire Régional, les divers Organismes des jeunes, des travailleurs et des femmes de tous niveaux, à conférer à la célébration du 8^eme Anniversaire de la Révolution Culturelle Socialiste déclenchée le 2 août 1968 par le Peuple de Guinée, une profondeur et un éclat exceptionnels.

La date de cette célébration est fixée au dimanche 1er août 1976.

Tous les militants du Parti-Etat de Guinée feront de ce dimanche 1er août 1976, un jour de mobilisation générale pour la radicalisation de la Révolution.

Les Bureaux fédéraux devront faire le compte-rendu des travaux de la 36^eme Session du Conseil National de la Révolution et populariser les recommandations et prescriptions qu'elle a arrêtées. D'une façon particulière, les responsables politiques auront à populariser les mots d'ordre ci-après :

a) — destruction de tous les points d'appui de la contre-révolution - dénonciation et identification au sein de la société de tous les ennemis du Peuple - destruction des bases et des moyens d'action des classes réactionnaires.

b) — Construction d'un renforcement des bases et des moyens de promotion générale et démocratique des masses laborieuses : masses paysannes, travailleurs des villes, travailleurs intellectuels engagés dans la voie de la Révolution.

Le dimanche 1er août 1976, les militants du Parti-Etat de Guinée confirmeront à l'impérialisme et à ses valets sa détermination de continuer de faire de chaque mercenaire qui ose souiller le sol de Guinée, un prisonnier de la Révolution qui sera détruit comme le veut la Révolution.

Le dimanche 1er août 1976, les militants du Parti-Etat de Guinée renouvelleront leur engagement de répondre aux menées criminelles et l'impérialisme et de ses supers fantoches : Léopold Sédar Senghor et Felix Houphouët Boigny par une augmentation de la production des biens en quantité et en qualité et par une accélération des tâches d'édification de la nouvelle société choisie par le Peuple de Guinée.

Le dimanche 1er août 1976, les militants du Parti-Etat de Guinée renouvelleront aux combattants de la liberté du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud, leur solidarité militante et indéfectible. A cette occasion, il faut que les autorités colonialistes, fantôchistes et racistes de Prétoria et de Salisbury sachent qu'elles sont irrémédiablement condamnées à la destruction pour les ignobles crimes de génocide qu'elles sont entrain de commettre contre les Peuples de l'Afrique Australe, il faut qu'elles sachent que la lutte armée de libération en cours ne prendra fin qu'avec la totale et prochaine victoire des Peuples de l'Afrique Australe soutenus par tous les Etats progressistes africains.

Tels sont les points qui seront développés au cours de la célébration du 8^eme Anniversaire de la Révolution Culturelle Socialiste, le dimanche 1er août 1976.

Prêt pour la Révolution!

Au nom du Bureau Politique du Comité Central et en mon nom personnel, je voudrais exprimer mes sincères remerciements et ma gratitude à Vous, au Bureau Politique et au Comité Central de votre Parti de même qu'à tout le Peuple de Guinée pour le message de félicitations à l'occasion de la création du Parti Révolutionnaire de Somalie.

Message
du Président
M. Siad Barre
au chef de l'Etat

Tout en vous assurant que les liens d'amitié et de fraternité existant entre nos deux Partis s'accroîtront et consolideront nos buts et nos objectifs dans la lutte contre notre ennemi commun l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le capitalisme pour la paix, acceptez Excellence et cher frère, l'expression de ma très haute et fraternelle considération.

Mohamed Siad Barre
Secrétaire général du Parti Socialiste
Révolutionnaire et Président de la République
de Somalie

« Pour être heureux et fort, le Peuple doit travailler encore et toujours plus ! »

déclare le chef de l'Etat dans son message à la Nation

La Révolution Culturelle Socialiste, lancée à Kankan le 2 août 1968, a 8 ans. Cet anniversaire vient à point nommé après le tout récent Conseil Supérieur de l'Education dont les travaux ont donné des résultats fort éloquents.

Les décisions et les recommandations issues de ce Conseil, consolident non seulement l'assise populaire de la Révolution Culturelle Socialiste, mais confèrent à l'Education en général un dynamisme volontaire et conscient.

Le chemin parcouru depuis août 1968 jusqu'à aujourd'hui est considé-

rable. La Révolution Culturelle Socialiste est entrée dans nos mœurs. Elle est le véhicule de la pensée du Peuple ; l'instrument du développement d'une mentalité révolutionnaire dont tout un Peuple s'enorgueillit et se félicite.

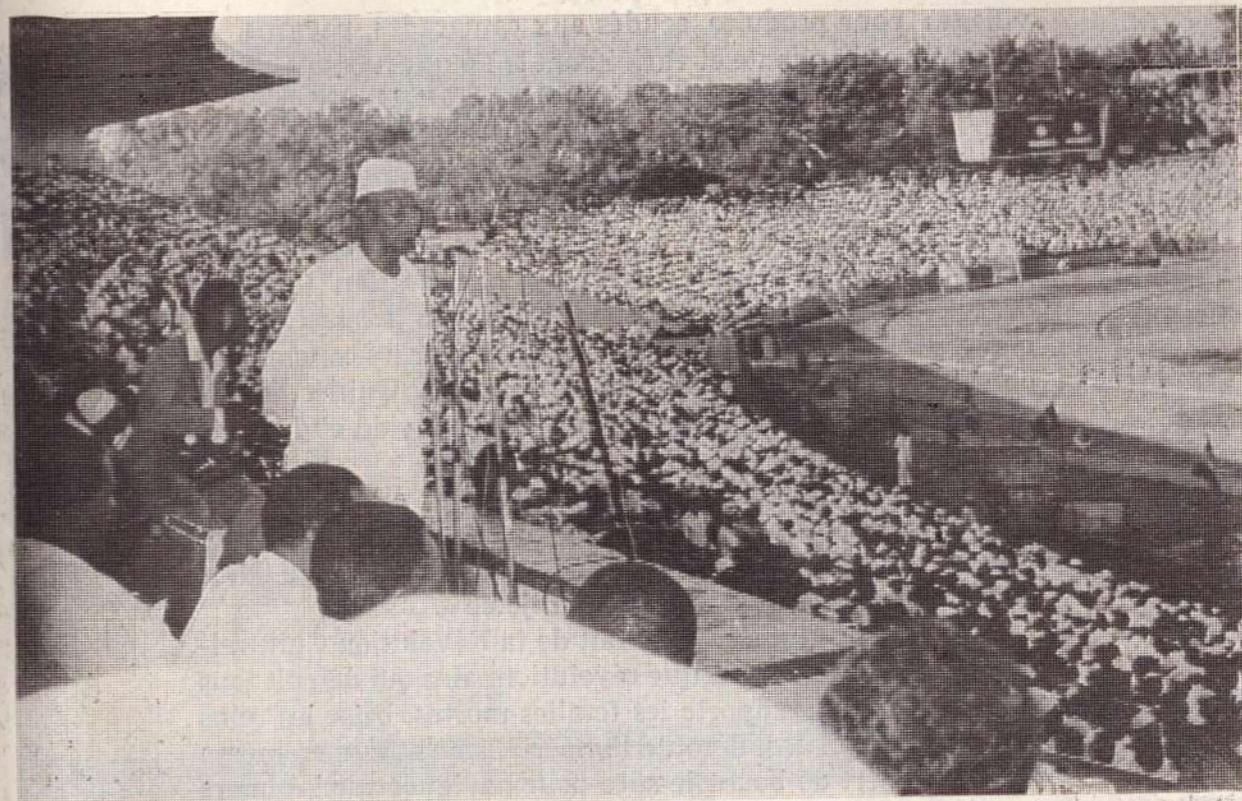
Pour ce 8^e anniversaire que nous saluons avec chaleur, le Responsable Suprême de la Révolution s'est adressé au Peuple de Guinée.

Nous publions ici, cet important message de l'artisan infatigable de développement de la Culture populaire.

Peuple de Guinée,

Voici 8 ans, le 2 août 1968, à Kankan, tu proclamais, par ton Parti, la phase de la Révolution Culturelle Socialiste. Tu étendais, par cet acte historique, la Révolution socialiste à tous les domaines de ta vie et radicalisais ainsi la Révolution déclenchée depuis le 8^e Congrès de ton Parti.

Tu ouvrais, dans le domaine de la qualification des structures de ton Parti et de ton Etat et de leur fonctionnement, dans le domaine de l'Ecole guinéenne et de toute la culture, dans le domaine du développement de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce, des Transports, un processus



Le Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Ahmed Seku Ture, vu de la tribune du Stade du 28 Septembre

vigoureux qui a conduit ton Parti à proclamer en ton nom, en 1974, la naissance officielle de la phase du Parti-Etat.

Par tes Pouvoirs Révolutionnaires Locaux, restructurés, dynamisés et qui s'aguerrissent chaque jour au feu de la lutte de classes, tu exerces effectivement et efficacement, le pouvoir et tous les pouvoirs dans tous les secteurs.

Le 16 février 1975, assénant des coups toujours plus rudes à l'impérialisme et à ses valets locaux, tes ennemis de classe, tu érigeas la lutte de classes en « guerre de classes », et enlevas complètement aux affameurs du Peuple tout le circuit commercial pour l'assumer directement et souverainement. Ta jeunesse universitaire, pour démontrer aux amis et aux ennemis que tu as pleinement réussi dans la ligne de masse que tu imprimas à ton Ecole et dans ta pédagogie essentiellement basée sur la liaison opérationnelle de l'Ecole à la vie, ta jeunesse universitaire disons-nous, a fait de toute la campagne guinéenne une gigantesque Université. Et, 9 mois durant, fermant volontairement les portes de la petite Université, ces jeunes se sont rendus dans les

villages pour produire, soudés aux camarades paysans, la nourriture abondante et variée dont le Peuple a besoin.

UNE REVOLUTION CULTURELLE QUI BRISE LES REINS A L'ENNEMI DE CLASSE

Dès cette année 1976, continuant ta marche méthodique et victorieuse, tu passas, des 434 Brigades mécanisées de Production (B.M.P.) que tu installas en 1975, à 1 500 B.M.P. et à 800 Brigades attelées de production (B.A.P.), propriété, chacune, de chaque P.R.L. et exclusivement gérée par lui. Tu créais ainsi les bases socio-économiques objectives et efficaces de l'édification, en Guinée, de la société socialiste, en dehors de tout discours vain et de toute mystification.

Dans la coopération internationale, tu élargis chaque jour ton action et restes vigoureusement attentif à ton mot d'ordre qui signifie clairement que « toute aide qui ne t'aide point à te passer de l'aide doit être rejetée ».

Peuple de Guinée, tu as fait de ta Révolution Culturelle Socialiste une bourrasque révolutionnaire qui détruit tous les vieux arbres, emporte les feuilles mortes, brise les reins à l'ennemi de classe, dérouté l'impérialisme et qui, en même temps, te sert de boussole sûre pour naviguer sur les mers les plus houleuses et par les temps les plus orageux.

Peuple de Guinée, rien de toutes tes nombreuses victoires ne peut plaire à l'impérialisme. Rien de tout cela ne peut manquer d'aiguiser la haine des valets de l'impérialisme en Afrique, jusqu'à l'intérieur de la République. Peuple de Guinée, tu le sais.

Tu sais que l'ennemi travaille. Il ne dort pas, ses valets Léopold Sedar Senghor et Félix Houphouët Boigny non plus.

L'ennemi travaille à nous démobiliser face au travail révolutionnaire que nous nous sommes assigné.

Il travaille à nous critiquer dans notre travail positif et à nous combler d'éloges dans nos insuffisances afin que nous ne surmontions jamais nos difficultés.

Il travaille à tout moment à nous induire en erreur.

Il travaille à désorganiser les structures de la Révolution et à paralyser le fonctionnement de notre appareil d'Etat en y introduisant ses hommes.

Il travaille à abuser nos élèves et étudiants afin que soit annihilée en eux toute énergie au travail, sûr qu'il est que la science, entre les mains du Peuple, le rend plus capable et invincible.

Il travaille à acheter les consciences, à corrompre ceux qui sont corruptibles, à recruter des mercenaires, à entraîner des tueurs.



« Le Peuple de Guinée est absolument convaincu de l'inéluctabilité de sa victoire sur tous ses ennemis »

Il travaille à organiser des assassinats contre les cadres dirigeants de la Révolution.

L'ennemi travaille à ourdir des complots, et, voyant l'absurdité d'une telle entreprise dans la Guinée révolutionnaire, il travaille à déclencher une agression militaire crapuleuse comme celle du 22 novembre 1970, revue et corrigée.

Mais les déboires de l'impérialisme, les débâcles subies par ses grands valets et ses petits valets n'apprennent-ils donc rien à l'impérialisme ?

LA MYSTIQUE DU TRAVAIL EST AU COEUR DE LA REVOLUTION CULTURELLE SOCIALISTE

Peuple de Guinée,

Ta Révolution Culturelle Socialiste n'est pas un simple épouvantail pour tes ennemis. Comme tu l'as voulu, comme tu le veux, ta Révolution Culturelle Socialiste est l'arme populaire de dissuasion et aussi de destruction la plus efficace que tu te sois forgée. Que l'ennemi le sache !

L'ami le sait. Les Peuples d'Afrique, les Etats progressistes d'Afrique, les Mouvements et Etats progressistes du monde le savent, qui te font confiance, t'estiment, t'admirent et resserrent avec toi de fructueux liens de coopération.

Et parce que les Etats progressistes nous font ainsi confiance, nous devons ériger en loi le travail productif, le travail pour la maîtrise de la science, de la technique et de la technologie, le travail pour la maîtrise du savoir-faire et du faire-savoir ; nous devons ériger le travail pour l'édification de la Révolution en une contrainte, une obligation, une exigence absolue dont la transgression doit être considérée, comme il se doit, comme un acte contre-révolutionnaire, un acte de trahison de la Révolution.

La mystique du travail, pour la Révolution, est au cœur de la Révolution Culturelle Socialiste :

C'est par le travail que le Peuple crée les bases de la Révolution.

C'est par le travail que le Peuple édifie sa société démocratique et prospère.

Les conquêtes de l'histoire, les victoires économiques, les transformations heureuses de la société sont, en tout temps, fonction des capacités socio-humaines des hommes dans leur lutte permanente contre la nature et contre tous les phénomènes contraires à leurs légitimes aspirations au progrès dans la liberté et la dignité.

Toutes les conquêtes des Peuples, pour être durables et fécondes, doivent avoir été le fruit de leurs capacités pratiques et de leur conscience progressiste, d'où l'exigence permanente de la manifestation, au niveau de chaque Peuple, d'un niveau de conscience en rapport parfait avec les impératifs du progrès ambitionné.

La Révolution culturelle est ainsi, tout à la fois, un cadre adéquat et un contenu actif du combat des Peuples pour la sauvegarde et le développement transcroissant de leurs acquis.

La Révolution culturelle est une nécessité dont la rigueur doit refléter le niveau de volonté, pour un Peuple de faire l'histoire, de la maîtriser en fonction de ses objectifs de bonheur démocratique, en fonction aussi de l'exigence d'affermir continuellement sa personnalité, de développer ses capacités créatrices, de satisfaire pleinement tous ses besoins matériels et immatériels et de contribuer au combat universel des Peuples pour un monde de justice dans la liberté et de solidarité dans le travail créateur.

La Révolution culturelle, c'est donc toutes les masses populaires, toutes les forces sociales disponibles au progrès, qui sont intéressées à faire cette Révolution, à la vivre quotidiennement, à la développer et à la faire triompher dans tous les domaines de leur existence.

La Révolution culturelle, pour les pays d'Afrique, devient le critère de la prise de conscience de leurs Peuples face aux responsabilités de tous ordres qu'ils doivent assumer pour se réaliser et doter nos Peuples d'une économie prospère et d'un rayonnement sans cesse croissant.

La Révolution culturelle, c'est en un mot, l'histoire devenue un processus absolument conscient, engendrée et conduite par le Peuple, en toute lucidité. C'est la maîtrise, par le Peuple, de son devenir.

LA REVOLUTION CULTURELLE SOCIALISTE POUR

METTRE FIN A TOUTE FORME D'ALIENATION

La Révolution guinéenne, fidèle au Peuple, à ses objectifs de grandeur, à ses idéaux de justice et de progrès, a donc proclamé, il y a de cela 8 ans, sa volonté ferme de mettre fin à toutes les formes d'aliénation, à toutes les pratiques d'exploitation et d'oppression, à toutes les influences nocives que subissait le Peuple guinéen et qui entravaient alors sa marche vers ses objectifs de bonheur démocratique total.

Le développement véritable d'un pays est en fonction directe de ses capacités d'analyse, de conception, de décision et de création, en fonction également du degré de maîtrise acquise par lui de l'ensemble de ses affaires nationales, en fonction enfin, de la justesse permanente de la ligne politique, des principes et des méthodes d'action pratiques choisis par le Peuple.

La Révolution culturelle socialiste, c'est le choix d'un contenu et d'une forme de vie qui demeure l'expression fidèle de la personnalité, de l'authenticité et des autres valeurs de civilisation fondant, dans l'esprit et dans la matière, la prospérité de la nation, la justice et l'ordre démocratiques au sein du Peuple, la libération du génie créateur de chacun et de tous.

C'est pourquoi l'éducation révolutionnaire mise à la portée de tous et de chacun, la disponibilité de l'esprit et la fécondité de la conscience, ainsi que la promotion technique et technologique au niveau du Peuple tout entier demeurent la traduction parfaite de la volonté d'édifier une Nation moderne et de réaliser un Peuple prospère, en rapport harmonieux avec tous les Peuples frères du monde.

Dans et par la Révolution culturelle, une véritable tension a été dégagée et amplifiée au niveau de toutes les couches populaires pour une éducation intellectuelle, idéologique et pratique toujours plus renforcée.

Les résultats sont là, probants, indiquant même aux

éléments naguère sceptiques, la parfaite adéquation de la ligne aux conditions de vie que notre Peuple entend améliorer chaque jour davantage.

En effet, les Centres d'Education Révolutionnaire se multiplient et intéressent désormais la vie de tout le Peuple dont l'avenir constitue essentiellement leur raison d'être.

La vigueur donnée à l'action créatrice du Peuple dans les divers secteurs (agro-pastoral, industriel, social) constitue un reflet tangible de la conviction, mieux, de la foi révolutionnaire qui anime le Peuple militant de Guinée dans l'édification d'une Nation forte. Grâce à la proclamation de la phase du Parti-Etat, avec l'exercice direct par le Peuple lui-même de tous les pouvoirs, le renforcement constant de la démocratie politique, des règles de l'égalité sociale, de la pratique de la responsabilité collective et individuelle, enfin, avec l'avènement du pouvoir révolutionnaire organisé au niveau des villages, des arrondissements, des régions et de la Nation, le Peuple de Guinée a perfectionné et consolidé en même temps les bases objectives et morales de son existence.



« Erriger en loi le travail productif, le travail pour la maîtrise de la technique et de la technologie »

P.R.L., B.M.P. ET B.A.P. SONT DESORMAIS DES REALITES DYNAMIQUES

Le Pouvoir Révolutionnaire Local est désormais une réalité active qui domine la vie de toutes collectivités villageoises. Et nous sommes heureux d'annoncer que des 1 500 Brigades Mécanisées de Production et 800 Brigades Attelées de Production, l'unité économique qui atteint le meilleur rendement par rapport aux normes fixées est celle d'un P.R.L. de la Fédération de Guéckédou, un P.R.L. ayant pour maire, une militante de l'Union Révolutionnaire des Femmes de Guinée, la camarade Gbessa Tolno. En effet le P.R.L. de Toly-Soka, dans la Section de Tékoulo a réalisé, exclusivement par investissement humain et par sa B.A.P. 120 ha de riz et de 12 ha d'arachide.

Nous devons également souligner que la Fédération de Guéckédou a déjà réalisé, grâce à ses 87 P.R.L., groupant 55 B.M.P. et 32 B.A.P. une superficie totale de 7 968 ha sur la norme fixée de 8 784 ha, soit 90,71 % de la norme, avec un coût de réalisation par ha de 766 sylis. Sans conteste, le P.R.L. de TOLY-SOKA se classe ainsi pour le moment, comme le P.R.L. pilote dans toute la Nation.

Si la famine, les insuffisances de toutes sortes sont, comme l'impérialisme lui-même, les ennemis du bonheur populaire, l'action créatrice des hommes, leurs capacités de mobilisation dans le travail productif dans tous les domaines, constituent les remèdes universels efficaces qui sont autant nécessaires au bonheur du Peuple que les victoires qu'il enregistre contre les intérêts égoïstes des forces exploiteuses de l'impérialisme, de l'apartheid, bref, de tous les systèmes d'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour être heureux, le Peuple doit donc travailler. Pour être fort, le Peuple doit travailler. Pour avancer dans l'histoire, le Peuple doit travailler. Pour être utile aux autres, le Peuple doit travailler. Pour payer ses dettes et construire un avenir meilleur pour ses enfants, le Peuple doit travailler, travailler encore et toujours, travailler pour se dépasser sans cesse.

Le travail est donc l'unique voie de la grandeur, de la prospérité, de la dignité et du bonheur du Peuple.

La Révolution Culturelle Socialiste dégage la voie sur le chantier de la construction du bonheur dans le présent et dans le futur.

La Révolution guinéenne entend transformer tous les secteurs de la société en secteurs de production du bien-être matériel de la Nation, en forces de paix, en facteurs de

fraternité et de solidarité sociales.

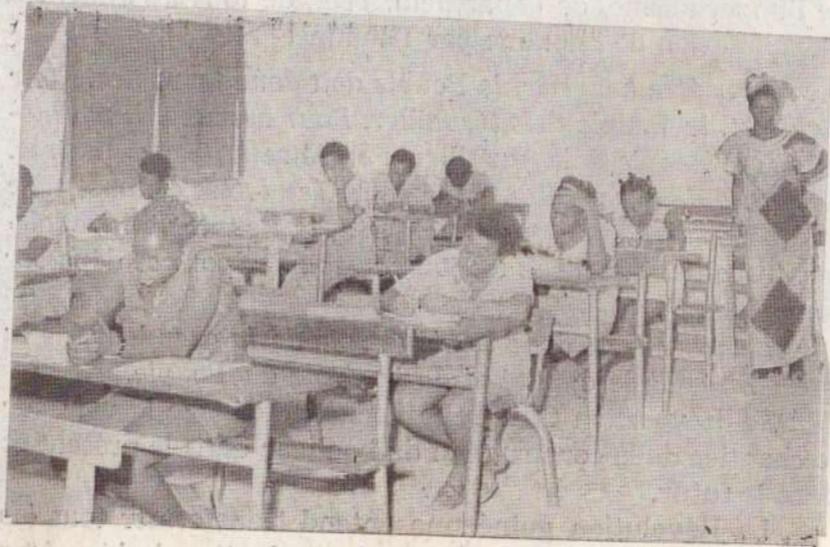
La Révolution conduit donc le Peuple militant de Guinée vers de grands objectifs dont les dimensions ne cessent de s'agrandir au fur et à mesure que les armes intellectuelles et morales, les moyens techniques et technologiques sont conquis par les militants qui traduisent en efforts créateurs les impératifs du progrès dans leur comportement et attitude de chaque jour.

La Révolution guinéenne a apporté une contribution de qualité au combat de la Patrie africaine. Elle continue et continuera à défendre vigoureusement la cause juste de tous les Peuples du monde en général, des Peuples africains en particulier et notamment la décolonisation rapide déclenchée et poursuivie par les mouvements nationalistes de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud.

A ce propos, elle note que c'est le mois d'Août 1976 que le Conseil de Sécurité de l'ONU a fixé aux autorités de l'Afrique du Sud pour que leurs forces d'occupation militaire, administrative et économique évacuent totalement le territoire de la Namibie.

La Révolution guinéenne soutient tous les Peuples d'Afrique contre le colonialisme, les Pays arabes contre le sionisme, les collectivités d'origine africaine dans les Amériques, en Europe contre la discrimination raciale : enfin, tous les Peuples combattants qui luttent pour rendre heureuse et digne leur existence en devenant responsable de leur devenir et en protégeant les fruits de leur labeur.

La Révolution guinéenne a une conception globale du



« Les Centres d'Éducation Révolutionnaire (C.E.R.) se multiplient et intéressent désormais la vie de notre Peuple »

bonheur de l'humanité ; elle ne fait aucune distinction entre les races, les couleurs, les nationalités. Partout, elle dénonce et combat les causes de l'exploitation et de l'oppression que subissent les Peuples. Partout, elle appuie inconditionnellement les objectifs de liberté, de démocratie et de progrès ambitionnés par tous les hommes, par tous les Peuples, par toutes les Nations, par toutes les races.

La Révolution guinéenne obéit ainsi à des valeurs universelles, permanentes, tout en respectant les spécificités de l'histoire guinéenne.

Les forces vives que constituent l'Union Révolutionnaire des Femmes de Guinée, la Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine de Guinée, la Confédération Nationale des travailleurs de Guinée, les militants en uniforme de l'Armée Populaire et Révolutionnaire de Guinée, les militants sans uniforme chargés de l'édification, sur des bases socialistes, de l'agriculture, de l'élevage, de la pisciculture, de l'artisanat et de la pratique de la pêche lui resteront fidèles, en accomplissant, de façon correcte, leur mission de participation au grand combat du Peuple Guinéen pour une économie nationale forte et prospère, pour une culture nationale révolutionnaire et humaine, enfin, pour la création de la nouvelle société, toute épanouie par la responsabilité et la dignité conférées à l'existence de tous et de chacun.

Les victoires sont déjà nombreuses qui jalonnent les 29 années de lutte menée courageusement par le Parti Démocratique de Guinée au service de l'Afrique et de l'humanité progressiste.

Les perspectives de bonheur plus grand garantissent l'efficacité et la constance de lutte historique.

Depuis mai 1957, une seule réalité politique domine la vie de la République de Guinée : le pouvoir du Peuple, exercé par ceux qui sont librement issus du suffrage des masses laborieuses.

LA STABILITE POLITIQUE DU PARTI-ETAT EST LE REFLET DE L'UNITE IDEOLOGIQUE

Depuis 19 ans donc, la République de Guinée, sous la conduite du Parti Démocratique de Guinée, s'achemine avec une continuité imperturbable vers les objectifs librement choisis par le Peuple guinéen.

La stabilité politique du Parti-Etat est le reflet de l'Unité idéologique, de la convergence de la diversité d'activités vers les mêmes objectifs, de l'unité politique réalisée en profondeur et qui entraîne irrésistiblement dans le cou-

rant du progrès populaire, tous les hommes et toutes les femmes.

C'est cette stabilité politique et morale que l'impérialisme s'acharne vainement à saper par ses mensonges grossiers, par ses activités subversives, par ses dénigrements permanents et systématiques et par le sabotage auquel se livrent ses fantoches africains, ses mercenaires de la plume et du fusil infiltrés dans le pays, en mission de sabotage de l'économie nationale.

Mais le Peuple de Guinée est conscient de ses responsabilités, il est fermement résolu à les assumer, il est absolument convaincu de l'inéluctabilité de sa victoire sur tous ses ennemis, ceux de l'intérieur comme de l'extérieur.

Il sait que l'impérialisme le guette, mais que l'impérialisme ne pourra jamais arrêter sa marche triomphale vers ses objectifs de bonheur et de progrès révolutionnaire.

LES NOUVEAUX SUCCES DE LA REVOLUTION GUINEENNE

Peuple de Guinée,

Ta Révolution vient d'enregistrer, à Tripoli le 27 juillet 1976, une grande victoire économique dont la portée politique et morale confondra, une fois de plus tes ennemis de classe.

En effet, des accords économiques ont été signés ce jour-là entre, d'une part, les délégations de la République de Guinée, de l'Egypte, de l'Irak, du Koweït, de la Libye, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et, d'autre part, la grande Société d'Aluminium de la Suisse dénommée « Alusuisse ». Ces accords ont été conclus pour la réalisation d'un projet de coopération prévoyant la construction à AYEKOYE, dans la région de Boké, d'une usine d'Alumine, d'une ligne ferroviaire, d'installations portuaires et d'une cité d'habitation. Ce projet envisage la transformation sur place de la bauxite guinéenne en alumine, pour la production de 2 100 000 T. d'alumine dans une première phase, et de 150 000 T. d'aluminium, dans la deuxième phase. Les frais d'investissement de ce projet sont estimés à un milliard de dollars U.S.

La signature des contrats relatifs à ce gigantesque projet créant en Guinée un complexe industriel nouveau d'une telle importance constitue sans nul doute, une grande victoire de la République de Guinée qui jouit d'une confiance totale de la part des pays frères musulmans qui ont consenti un si important capital à la mise en valeur des ressources naturelles de notre pays.

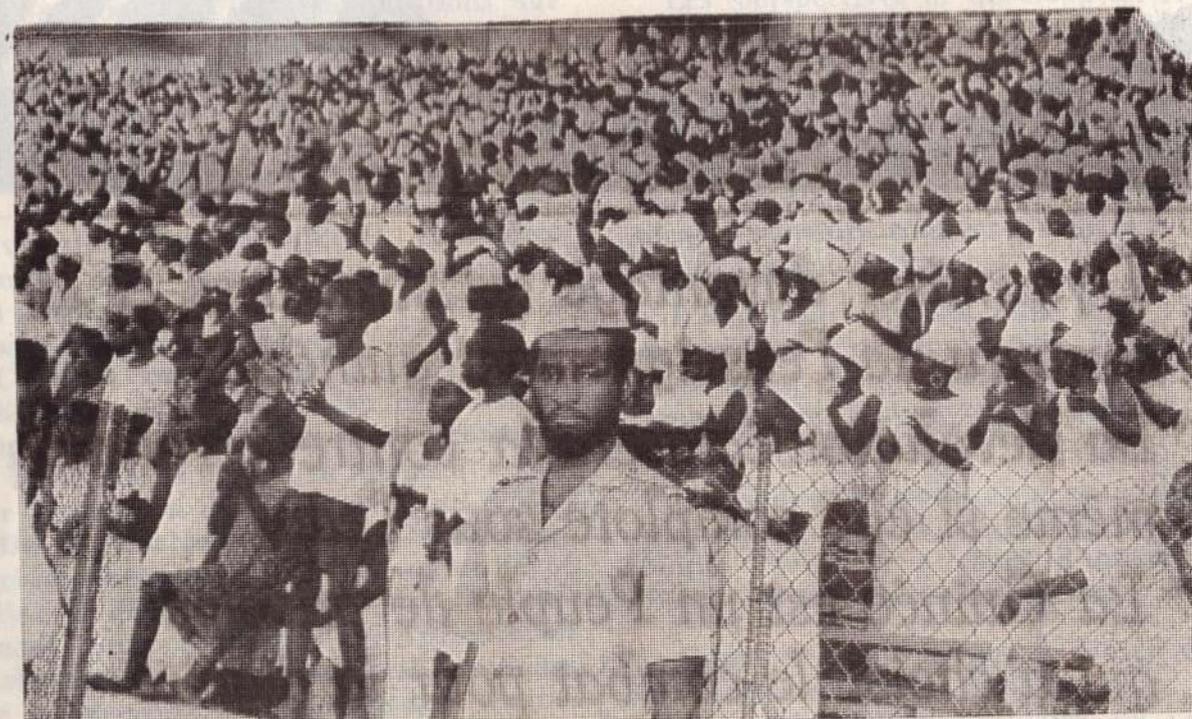
Les projets criminels de l'impérialisme et les activités subversives des fantoches africains visaient à porter atteinte à la stabilité politique et morale dont a toujours joui, depuis 1957, le régime guinéen, ils ne pourront rien. Tous leurs rêves sataniques resteront vains et la honte marquera inéluctablement leurs vaines tentatives de désorganisation de la Révolution guinéenne.

Le Peuple de Guinée est conscient de ses atouts, conscient aussi de ses insuffisances actuelles et c'est pourquoi, avec rigueur et vigueur, il poursuivra son combat pour que triomphe sa cause légitime, indivisible de la cause sacrée de tous les Peuples du monde : la liberté, la démocratie, la dignité et le progrès.

Peuple de Guinée, ton Parti-Etat, au seuil de la 30^e année du combat libérateur du P.D.G. au seuil de la 9^e année de ta Révolution Culturelle Socialiste, confirme que le processus de radicalisation de la Révolution que tu as déclenché ira s'approfondissant, détruisant et brisant dans l'œuf l'ordre odieux que tes ennemis veulent rétablir, et édifiant, toujours plus fermes, les vigoureuses assises de la nouvelle Société que tu ambitionnes.

Vive la Révolution globale et permanente !

Prêt pour la Révolution !



« La Révolution Culturelle Socialiste est l'arme populaire de dissuasion et de destruction de nos ennemis. »

Conférence d'information



- *Dynamiser davantage les structures et le contenu de l'enseignement guinéen*
- *La Révolution écrasera la contre-révolution même si elle comploté sous l'eau*
- *La Guinée est un Peuple de principe qui a choisi le combat pour la dignité*

Ahmed Sekou Toure

La conférence d'information à essence populaire tenue vendredi 23 juillet au Palais du Peuple par le Responsable Suprême de la Révolution à l'intention des cadres et militants de Conakry a été une source de lumière d'où a jailli un espoir renouvelé. Cet espoir est une certitude. Certitude que la Révolution guinéenne triomphera éternellement.

L'éducation était bien sûr le thème central de la communication du chef de l'Etat. Front particulièrement névralgique de la Révolution, l'éducation, de par les récentes décisions et recommandations du dernier Conseil Supérieur de l'Education appelle une sollicitude et une vigilance constantes tant elle est le vecteur directeur de la conscience collective du Peuple.

Le chef de l'Etat, le camarade Ahmed Seku Ture a saisi encore l'occasion pour réaffirmer le caractère de masse de notre système d'éducation. Il en a dégagé le sens et donné de larges explications sur ses fonctions pratiques et théoriques. A cet égard l'Ecole joue un rôle capital.

Deux reponses s'attachent au pourquoi de l'Ecole. D'abord l'Ecole perçue comme moyen de qualification de l'homme et de la société. C'est sa fonction universelle. Ensuite, l'Ecole considérée comme moyen d'acquisition de capacités qui permettent d'être utile à soi-même, à la société. C'est sa fonction pratique.

Concilier ces notions, c'est saisir le véritable sens de tout système d'éducation. En Guinée, depuis l'indépendance, le Parti s'est employé au mieux à qualifier l'éducation dispensée dans nos écoles.

De la réforme de 1961 aux différentes décisions heureuses qui ont ponctué l'évolution de l'Ecole guinéenne jusqu'à maintenant, nous retiendrons que l'orientation à elle conférée par notre Parti a toujours été progressiste et conforme aux aspirations des masses populaires. L'enseignement de masse est une réalité. De 42 000

élèves uniquement, la Guinée compte aujourd'hui 350 000 élèves et étudiants. Aussi, le dernier CNR n'a-t-il pas raison de réaffirmer la volonté du Peuple de rendre encore plus dynamique le développement de l'Ecole guinéenne.

La contre-révolution, comme elle l'a déjà fait, tente de s'emparer des nouvelles décisions pour en faire son cheval de bataille contre la Révolution. Mais c'est oublier que d'avance elle est vouée à l'échec le plus cuisant, car l'adoption unanime des décisions du Conseil Supérieur de l'Education par la 36^e session du CNR est une victoire populaire fondamentale dont la force procède de la justesse des principes de la Révolution. Quiconque, il faut le savoir, se dressera contre la volonté clairement exprimée du Peuple de dynamiser l'Ecole guinéenne sera purement et simplement écrasé.

Les perspectives de développement de l'Ecole sont bonnes. Le stratège Ahmed Seku Ture l'a affirmé et le CNR l'a confirmé. Le but recherché est de ramener l'enseignement dans le village le plus reculé pour que dans 10 ans et peut-être moins, l'enfant bénéficie de l'enseignement secondaire complet à partir de son propre territoire villageois.

L'importance sociale d'une telle vision est évidente. Car plus jamais, l'enfant ne sera coupé de sa famille, de son milieu géographique comme ce fut le cas jusqu'ici.

Un philosophe disait : « ... si tes projets portent à cent ans, instruis le Peuple ». Notre Parti-Etat a choisi d'instruire le Peuple. Il récoltera éternellement.

Ci-après, nous livrons à l'intelligence des lecteurs toute la substance de la conférence-information populaire du camarade Ahmed Seku Ture.

Camarades,

Du 12 au 16 juillet, se sont déroulés à Conakry les travaux de la 36^e session du Conseil National de la Révolution (C.N.R.).

Par des émissions de la « Voix de la Révolution » et des publications du journal Horoya, vous avez pu suivre les travaux de ce C.N.R. Les points qui ont figuré à l'ordre du jour ont été étudiés de façon objective et approfondie.

D'ABORD, LES PROBLEMES DE L'EDUCATION

Auparavant les 19 et 20 juin 1976, la 8^{ème} session du Conseil Supérieur de l'Education s'était réunie à Conakry. Cette session avait abouti à des décisions et recommandations dont l'importance apparaissait au Comité Central, comme très élevée. C'est pourquoi le Comité Central a décidé de les soumettre aux délibérations du Conseil National de la Révolution, groupant l'ensemble des cadres du Pouvoir Révolutionnaire Central et du Pouvoir Révolutionnaire Régional.

Il y a eu donc de larges débats sur les problèmes de l'Education, des questions relevant de la technicité. Il ne faut pas oublier un seul instant que **l'Education est inscrite dans la politique des Partis, dans la politique des Etats, en tant que moyen de transformation de la société en fonction de la nature et de la qualité du régime choisi.** En ce qui nous concerne, l'Education est inscrite au programme de notre Parti-Etat en tant que moyen de transformation sociale en fonction de la nature et des qualités que le Peuple de Guinée veut se conférer, et conférer à l'homme de Guinée.

Autrement dit, **à tout régime, son système d'éducation.**

Le système d'éducation peut symboliser une photographie ; et nous savons que pour reconnaître une photographie, il faut d'abord en connaître l'objet. C'est seulement quand on connaît une personne que l'on peut la reconnaître par sa photographie.

Ainsi, **le père de famille**, même s'il ne comprend pas l'anglais, le français, ou toute autre langue que l'on utilise à l'école, **apprécie cependant, à travers le comportement de l'élève, la valeur de l'enseignement qui lui est dispensé.** S'il constate que l'enfant, à travers son comportement, s'identifie à lui, il saura que cet enseignement est conforme à sa personnalité et aux valeurs qu'il défend, qu'il pratique. Mais s'il constate le comportement de son enfant tout à fait différent du sien, il comprendra que l'Ecole est devenue un intermédiaire pour éloigner son enfant de lui. Et alors,

cette école ne traduit plus sa volonté, son ambition, sa volonté de se prolonger en qualité, en vertu, dans le comportement de son enfant.

La mission de l'enseignement, c'est donc la transmission des connaissances aux jeunes générations, pour leur éviter des périodes de tâtonnements, d'improvisations coûteuses, d'échecs nombreux. **L'école est un raccourci, une démarche que l'on fait faire à l'enfant pour que très tôt, il soit au niveau des générations qui l'ont précédé et ce, en capacités et en expériences.**

L'Ecole est donc un moyen ; tout comme la daba est un moyen ; le camion, pour transporter les produits ou les hommes, est un moyen. La langue, pour véhiculer les idées, est un moyen. Tout ce qui sert à l'homme pour préserver et développer sa vie, constitue un moyen pour lui. Mais un moyen doit être examiné, à tout moment, par rapport à l'objet du travail auquel il doit servir. Ainsi, même pour la daba que vous utilisez pour cultiver votre champ, vous êtes obligés de vous poser la question de savoir, dans certaines parties trop rocailleuses de votre champ, si elle est bien adaptée à son objet. **A tout moment, il faut examiner l'état du moyen, afin de lui maintenir ou d'accroître son niveau d'efficacité pratique.**

Mais **l'Ecole est un moyen supérieur** parce que l'Ecole s'adresse à l'homme, modèle sa personnalité à travers son esprit qui interprète et sa conscience qui apprécie. Si la daba, la charrue, le tracteur, la bicyclette, le camion, la moto, le bateau, l'hélicoptère, l'avion sont des moyens, tous les moyens cependant ne sont pas de mêmes niveaux techniques, et ces niveaux sont supérieurs les uns aux autres.

Il est plus facile de marcher à pieds que de se déplacer à bicyclette. Quiconque ne peut pas bien marcher à pieds, c'est-à-dire qui n'est pas en bonne santé de ses jambes, ne pourra pas non plus rouler à bicyclette. Il est encore plus facile de se déplacer à bicyclette que de se déplacer en voiture ; plus facile également en voiture qu'en hélicoptère et davantage plus facile en hélicoptère qu'avec un avion à réaction.

Mais puisque c'est la capacité de l'homme qui doit lui permettre d'utiliser tous les moyens, jusqu'au niveau de technicité le plus élevé, **il faut tout d'abord élever la pensée, la capacité technique et technologique de l'homme pour que,**



« Elever la capacité technique de l'homme pour qu'il soit capable de préserver et de développer sa vie »

devant n'importe quel moyen, il soit capable de préserver et de développer sa vie.

C'est pourquoi, chaque fois que l'on aborde le problème de l'Education, une question constante doit venir à l'esprit des militants :

POURQUOI L'ECOLE ?

Le pourquoi a deux réponses :

1^o) — Une réponse universelle, permanente, est que l'Ecole est un moyen de qualification de l'homme et de la Société.

2^o) — La seconde est relative aux nécessités de chaque société, au niveau du développement de chaque société, à l'équilibre de chaque société ; c'est celle qui veut que l'Ecole confère aux élèves et étudiants des capacités pratiques pour leur permettre de résoudre les problèmes de la vie.

Les pères de famille jugent l'Ecole par la deuxième réponse, la première étant d'ordre philosophique.

Exemple : un père de famille, bijoutier de son état, qui voit que son fils, élève, rectifie parfois les erreurs qu'il est en train de commettre dans son travail, est émerveillé de constater que ce jeune en connaît déjà autant que lui. Se souvenant qu'il avait mis, lui, des années et des années pour

apprendre ce qu'il est en train de faire, il reconnaîtra l'utilité de l'Ecole.

Une jeune fille qui vient de l'Ecole et trouve sa maman en train de faire la cuisine, et qui intervient, s'appuyant sur ce qu'elle a déjà appris des proportions et des propriétés des matières utilisées dans la cuisine, pour faire un dosage parfait de la sauce correspondant au goût de la famille, émerveillera sa maman qui sera toute heureuse de voir que cette jeune fille, en bas âge, ait déjà réussi, dans le domaine de la cuisine, mieux qu'elle. Elle comprendra l'utilité de l'Ecole à travers le comportement de sa jeune fille.

Egalement, le cultivateur qui voit son fils, après l'Ecole, pendant les vacances, venir à ses côtés au champ et qui constate que cet élève utilise, mieux que ses frères qui n'ont pas été à l'école, la daba, la charrue ou le tracteur, que ce jeune élève ou étudiant apprend à ses frères et à lui-même les procédés les meilleurs dans le but d'augmenter la productivité du sol et d'améliorer le rendement ; un tel père sera alors satisfait du comportement de son fils, élève ou étudiant, et comprendra, à travers ce comportement, l'utilité et l'efficacité de la formation scolaire.

Ce père de famille mécanicien qui sait qu'il avait fait 10 ou 15 ans d'apprentissage dans un garage, avant de maîtriser son métier et qui constate que son jeune fils, plus tôt que lui, connaît déjà la mécanique autant que lui, ce transporteur qui voit que son fils, tout en faisant les études, a déjà acquis une formation lui permettant de dépanner rapidement le moteur de son camion, se rendront compte l'un et l'autre, concrètement, à travers la capacité dont ont fait preuve les enfants, de l'utilité et de l'efficacité de l'Ecole.

Donc, le Peuple apprécie l'Ecole à travers les capacités qu'acquièrent les élèves. La qualification de l'homme commence d'abord par la connaissance par lui de son appartenance au Peuple, de son appartenance à sa famille, de son appartenance à sa région, à sa nation et à l'humanité.

La nature du comportement de l'homme au sein de la Société est donc le premier reflet de son éducation. C'est la traduction de la première réponse qui est d'abord universelle, philosophique. La deuxième traduction est d'ordre pratique. La capacité de l'homme de résoudre les problèmes et d'être utile pour lui-même, pour sa famille, pour la société. Devant les tâches concrètes de la vie, est-il capable oui ou non de résoudre les problèmes de vie pratique ?

Ainsi, à tout moment, nous devons faire l'inventaire des besoins de la société, en nous posant la question de savoir quels sont les problèmes que la Société doit résoudre, en vue de son équilibre et de son progrès continu. A partir de ces besoins, la Société cherche les moyens, moyens humains, moyens techniques, moyens technologiques, moyens scientifiques pour les satisfaire.

Nous n'allons pas développer en détail ce chapitre, puisque **le premier Août 1976 sera une journée nationale de compte-rendu** des résolutions et recommandations issues de la 36e session du Conseil National de la Révolution.

UNE REFORME DYNAMIQUE

Cependant, le Conseil National de la Révolution avait constaté que de 42 000 élèves en 1958, l'effectif scolaire est monté à 350 000 élèves et étudiants en 1976. Le C.N.R. a réaffirmé la volonté de notre Peuple de rendre encore plus dynamique le développement de l'Ecole Guinéenne, au service de la Révolution. Il a arrêté que pour accéder au niveau du baccalauréat technique, le jeune guinéen ne quitte plus son P.R.L., mais y reçoive tout l'enseignement nécessaire, jusqu'au niveau 12e et même 13e. **Il a décidé que l'élève n'écrira plus seulement avec le crayon, le porte-plume et sur le cahier, sur l'ardoise ou sur le tableau, mais avec la daba, la charrue, le marteau, l'enclume et la faucille et dans le champ, sur le chantier, à l'usine.** Il faut former tous les jeunes et dans tous les corps de métiers pour que chaque village puisse résoudre les problèmes pratiques qui conditionnent son développement harmonieux.

Tout récemment, nous avons affirmé publiquement que le Sénégal et la Côte-d'Ivoire réunis n'ont pas pu accorder 4 780 bourses d'enseignement supérieur et que la Guinée seule a pu accorder des bourses de ce chiffre à sa jeunesse, en une seule année universitaire.

Cela, c'est pour simplement indiquer le caractère dynamique de l'évolution guinéenne. Mais, nous n'allons pas, pour autant, être satisfaits de notre situation. Bien que nos résultats soient de loin supérieurs à ceux de nos détracteurs, nous voulons encore aller plus loin, toujours en avant.

Cette année, il sortira de l'Université guinéenne quelque 1 100 cadres. Si nous voulions faire comme les autres, nous ne pourrions alors recruter que dans la stricte proportion des places rendues ainsi disponibles, c'est-à-dire 1 100 boursiers nouveaux pour l'Université. C'est-à-dire

sur quelque 16 à 17 000 élèves du niveau 12e et 13e, alors, on ne pourrait offrir que 1 100 bourses nouvelles. Tous les autres élèves, infiniment plus nombreux, seraient alors privés d'une formation supérieure. Dans ce cas, on pourrait choyer les 1 100 boursiers en donnant jusqu'à 5 tenues à chacun, plusieurs paires de souliers. Mais l'on aura oublié qu'il y a 15 000 autres sans possibilités de continuer les études, alors qu'ils en ont l'aspiration légitime.

Que peut faire le père de famille dont les enfants, après le baccalauréat, ne pourraient pas continuer les études ? Il ne peut pas créer une Université pour ses enfants ; même les pères de famille de toute une ville comme Conakry, réunis, ne pourraient pas créer une Université pour leurs enfants !

Or, la plupart de ces enfants qui sont actuellement en 12e et 13e, n'ont pas encore appris grand chose dans les métiers. Alors la réforme qui est intervenue, exige que, demain, en 6e, en 7e, en 8e, en 9e, en 10e, en 11e, en 12e, et en 13e Années, n'importe quel élève doit pouvoir faire montre de ses capacités pratiques. Or ce n'est pas le cas jusqu'à présent.

C'est pourquoi, le C.N.R. a prévu que chaque père de famille dont l'enfant bénéficiera de l'enseignement supérieur, est tenu de supporter certaines charges. Il aura à pourvoir son enfant d'une part, de deux tenues : une tenue blanche et une tenue kaki et, d'autre part, de la literie (draps de lit, couvertures). Le budget national quant à lui, intervient pour l'édification des nouveaux bâtiments des anciennes facultés ; la construction de nouvelles facultés, l'achat du matériel didactique et de production, le traitement des professeurs et des autres fonctionnaires, tout le fonctionnement de l'Etablissement : lits, électricité, tables bancs, nourriture, blanchissage du linge, etc. Tout cela, comme avant, reste supporté par le budget. L'Etat donnera en outre une tenue complémentaire à chaque étudiant ; mais chaque père de famille contribuera pour alléger les charges du pouvoir central et permettre cette année, au pouvoir central, de créer 10 nouvelles facultés, pour qu'au lieu de prendre mille nouveaux étudiants l'on puisse en prendre cinq à six mille. Cela est progressiste, oui ou non ? (applaudissements).

Ainsi, la décision importante concerne la création de 10 nouvelles facultés dans le pays. Cette décision prévoit que chaque année, dans d'autres régions, de nouvelles facultés puissent être créées.



Tous ceux qui souhaitent un retour en arrière pour la Guinée, verront leur échec.

L'on voudrait, d'ici à 3, 4, 5 ans plus tard, que chaque région soit dotée d'un centre d'éducation révolutionnaire (C.E.R.) du 4^e cycle dispensant l'enseignement supérieur et technique.

Dans le pays, il y a actuellement plus de 250 centres d'enseignement secondaire complet. Or, on veut que les 2 441 Pouvoirs Révolutionnaires Locaux passent progressivement, de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire jusqu'au niveau baccalauréat, ce qui veut dire un lycée dans chaque village. Voilà le projet de la Guinée. Ainsi, dans chaque région, nous aurons l'université avec ses facultés correspondant aux besoins de formation de cadres qualifiés dans le pays.

La portée sociale de cette politique scolaire sera profonde. L'enfant restera sous la tutelle de la famille et ne sera jamais plus rendu étranger à sa famille. Il demeurera une partie intégrée à la famille, aimant le père, la mère, les frères, les sœurs, connaissant et aimant le village, puis la région, la Nation, pour devenir alors l'homme total.

L'INTOXICATION DE LA CONTRE - RÉVOLUTION

Camarades,

Souvenez-vous de l'année 1961 ; il y a 15 ans de cela, à l'issue d'une conférence nationale du Parti Démocratique de Guinée, qui avait groupé près de 800 cadres, la réforme de l'enseignement avait été décidée à une époque où il n'existait que 3 ou 4 établissements d'enseignement secondaire dans tout le pays, pour la totalité des enfants. Le Bureau Politique avait analysé la situation et avait engagé une nouvelle ligne, celle-ci très dynamique, pour le développement de l'école guinéenne. A cette conférence des cadres, il avait soumis un rapport faisant la critique de la situation et dégagant de nouvelles perspectives pour l'école guinéenne. Heureusement, les cadres, à l'unanimité, avaient adopté les conclusions de ce rapport. A l'époque, l'une des clauses disait qu'il ne faut pas d'internat pour les collèges ; que les enfants restent sous la tutelle familiale parce que l'enfant qui quitte N'Zérékoré pour Conakry n'y connaît personne ; personne ne continuera à l'éduquer. Et dès qu'il finit sa formation à Conakry, il méprise le village et ne veut plus y retourner. On a fait le procès de cette situation et dégagé un nouveau plan pour que chacun, restant dans sa région, puisse y recevoir l'enseignement secondaire. Cette économie de moyens permit à l'Etat de multiplier le nombre de collèges. C'était juste, mais les contre-révolutionnaires s'étaient servi de la décision pour amener les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes, afin de les pousser à la rebellion contre le régime, en faisant dire aux uns et aux autres qu'il s'agit d'un enseignement au rabais. **Heureusement, le Parti est fort.** Il a pu mâter les contre-révolutionnaires à temps. C'est grâce à cette ligne qu'aujourd'hui, nous pouvons exprimer notre fierté d'avoir quelque 150 000 jeunes bénéficiant de l'enseignement secondaire.

La Guinée compte à elle seule, dans le secondaire, un effectif d'élèves supérieur à la somme des effectifs des jeunes élèves sénégalais et ivoiriens du secondaire. **Comprenez donc que la voie est juste.** Souvenez-vous qu'après 1961, la contre-révolution qui nous accusait de diminuer le niveau de l'enseignement, criait à nouveau, voyant que le jeune boursier guinéen qui allait dans une Université étrangère y prenait la meilleure place, que nous avons imposé un niveau d'enseignement trop élevé aux enfants et que ceux-ci en devenaient fous, surtout ceux de l'Institut Polytechnique de Conakry. Ces ennemis luttèrent également pour amener

le gouvernement à réduire le nombre d'heures d'études. En guise de réponse, pour indiquer que nous irons toujours de l'avant, nous avons porté les heures de cours des professeurs de 15 heures à 25, 30, 35 heures par semaine. **Qui des professeurs en est tombé malade ? Aucun !**

Donc la Révolution avait encore raison. Et **dans une dizaine d'années, au niveau de chaque village guinéen, le jeune pourra accéder au baccalauréat complet.** Lorsque, dans chaque région administrative du pays, l'université sera implantée pour dispenser l'enseignement supérieur et technique, eh bien ! la Révolution prouvera encore qu'elle a raison.

En 1964, une autre démarche dynamique, toujours dans le cadre de la réforme scolaire, intervint. Nous nous trouvions à Bagdad (Irak) au mois d'août 1964, après les sessions du 2^e sommet de l'O.U.A. et de celui des non-alignés tenue en juillet 1964 au Caire. Nous sommes allés en Arabie Séoudite, et ensuite en Irak. Nous avions prévu deux semaines de tournée dans différents pays arabes. Faisaient partie de la délégation du Parti les camarades Mamouna Touré et Abdoulaye Diallo ici présents. Qu'est-ce qui est arrivé ? Nous les prenons comme témoins d'honneur. Nous avons modifié le programme et nous avons dit au camarade Nabaniou Chérif, alors Ambassadeur guinéen en Arabie Séoudite : **« nous devons retourner à Conakry plus tôt que prévu. Nous avons ainsi modifié le programme, car nous avons compris qu'un vaste mouvement subversif allait éclater en Guinée. Nous avons prévenu nos compagnons de voyage que « nous trouverions une certaine situation à Conakry, qu'il faut y arriver avant telle date ».**

Tous les militants de Conakry sont témoins d'un fait que nous allons également rappeler. Dès notre retour à Conakry, un communiqué a été diffusé le même jour à la radio, une conférence est immédiatement convoquée au Palais de l'Assemblée Nationale. Aussi, le même communiqué annonçait l'interdiction aux cinémas et aux dancing de fonctionner ce jour-là pour que toute la population de Conakry puisse écouter l'intervention du Secrétaire Général du P.D.G. sur l'Education. Cela indiquait indirectement à la contre-révolution, que **même si elle comploté sous l'eau, la Révolution la voit et l'écrasera à temps.** C'est cette intervention qui a donné l'interprétation exacte des décisions du Parti et le Peuple a approuvé les perspectives nouvelles parce qu'il avait compris qu'il subissait l'intoxication des

mensonges déversés par les éléments contre-révolutionnaires, lesquels se sont trouvés réduits. Ainsi, la réforme de 1964 a été acceptée par le Peuple tout entier.

LE PARC NIOKOLOKOKA, UN CENTRE DE SUBVERSION

Eh bien, comprenez encore **qu'autour des récentes décisions du Conseil National de la Révolution, la contre-révolution s'était mise au travail.** Que voulait-elle obtenir ? La révolte des étudiants ; le découragement, le désengagement politique des pères de famille. Mais les choses se lient. Comme vous le savez, la session du Conseil National de la Révolution a discuté des activités de la 5^e colonne. Vous avez entendu les dépositions des mercenaires de l'impérialisme, des agents de la subversion. Le sénégalais Omar Diop a expliqué comment il a été recruté et comment de nombreux individus, comme lui, avaient été entraînés durant 6 mois, de décembre 1975 à juin 1976, au Parc de Niokolokoba.

Il y a déjà deux ans, on vous informait que **le Parc de Niokolokoba avait été vendu aux impérialistes par Senghor et le Gouvernement Sénégalais, aliénant le bien national, sans consulter le Peuple.** A l'époque, ils avaient utilisé la force pour faire déguerpir le lieu par les populations qui, des siècles durant, avaient mis en valeur cette partie de la terre sénégalaise. Il s'agit d'un domaine de 813 000 hectares, soit 8 130 km², l'équivalent du territoire d'une Région Administrative de la République de Guinée ! **Trois puissances sont principalement intéressées par ce parc. Il leur faut des bases militaires autonomes en Afrique pour pouvoir intervenir à tout moment, et comme elles le désirent pour la défense de leurs intérêts capitalistes.** Ces puissances ont construit dans le parc de Niokolokoba un aéroport moderne de 3 500 mètres avec des souterrains. Tous les bombardiers puissants peuvent y atterrir. Elles y ont des dépôts d'armes et munitions en quantités très élevées. Mais pour camoufler cela à l'opinion sénégalaise, africaine et internationale, elles s'empressent de faire quelques villas, un grand hôtel, soi-disant pour faire le tourisme. **Mais personne ne peut entrer librement dans ce parc ; ce sont les hommes des centres de renseignements de ces puissances qui, seuls, sont autorisés à y venir pour confronter leurs points de vue, arrêter les plans contre les Etats africains, mieux élaborer les programmes de subversion contre la Révolution Africaine.** Pour décourager

les européens résidant à Dakar, qui savent qu'il y a un parc touristique et voudraient aller y passer leur congé, on leur présente un taux de location de la chambre deux, trois fois supérieur au prix de la chambre des plus grands et des plus modernes hôtels dakarois. C'est essentiellement un centre de subversion contre l'Afrique qu'est devenu le parc de Niokolokoba.



Nous répétons à l'impérialisme que nous serons présents à son rendez-vous de 1976.

Avant, l'impérialisme remettait directement à Houphouët, à Senghor et aux mouvements subversifs dirigés contre les gouvernements africains, des sommes d'argent. Mais aujourd'hui, l'impérialisme veut lui-même contrôler l'utilisation de ses sommes. Il recrute les mercenaires, les fait entraîner dans ses parcs et leur donne des missions contre les différents pays révolutionnaires d'Afrique en vue de les désorganiser.

Ainsi, les mercenaires touchent, comme le dit Omar Diop, 30 000 F. CFA par mois chacun et au retour de mission, si elle est bien accomplie, une gratification de 500 000 F. CFA.

En effet, l'impérialisme a pour plan d'en finir avec la Révolution Guinéenne avant la fin de l'année 1976, et particulièrement pendant cette période pluvieuse. Nous allons vous dévoiler un secret : **Devant tous les échecs des plans impérialistes de renversement du régime guinéen, les européens en étaient arrivés à la conclusion que la Guinée était renseignée par la C.I.A.**, chaque fois que l'on devait l'étrangler. Et la C.I.A., de son côté, accuse les réseaux français ou Ouest-allemand, ou Senghor et Houphouët eux-mêmes. Ils savent que ce que nous disons là est la vérité. Entre eux, ils s'accusent de trahison de leur plan commun contre la Guinée, et ils ne savent pas exactement qui renseigne la Guinée. Nous leur disons qu'au-delà d'eux, de leurs fourberies, il y a Dieu qui renseigne la Guinée et la guide.

A l'issue d'une grande conférence des jeunes du monde, conférence de Solidarité en faveur des Mouvements de Libération, la Voix de la Révolution avait fait en son temps une émission consacrée à la Jeunesse. Du matin jusqu'à dix heures, avant le défilé des jeunes, ce jour là, la Radio ne passait sur les antennes de Conakry que la marche militaire de la Jeunesse. Et les radios, à Londres, Paris et Bonn, d'annoncer qu'il y avait un coup d'Etat en Guinée. Cela, parce qu'ils rêvent constamment de coup d'Etat en Guinée ; c'est leur obsession. Nous avons répondu ce jour-là que les changements sont plus rapides à Londres, à Paris, à Bonn qu'à Conakry. Ils se sont moqués de nous, mais quatre mois à peine après cette déclaration, tous les trois Gouvernements ont été renversés. Ils peuvent consulter l'histoire et leurs gouvernements et s'en rendre compte.

Nous leur disons aujourd'hui encore qu'ils se trompent. Tous ceux qui souhaitent un retour en arrière pour la

Guinée et qui s'engagent concrètement dans cette voie, verront vite leur échec, l'échec qui les attend. Ils auront pour eux-mêmes ce qu'ils auront souhaité pour la Guinée et contre la Guinée. **Certains sont endurcis dans leur entêtement, mais le prix de leur forfaiture n'est plus éloigné, et l'Afrique dansera.**

Que l'impérialisme continue donc son travail ; c'est normal, car son choix est contraire au nôtre. Et notre prière, tous les jours, est de ne jamais avoir peur de l'impérialisme, de pouvoir le combattre jusqu'à la dernière minute de notre existence sur terre. Nous avons peur du pauvre, du déshérité qui est au carrefour, de l'aveugle que nous rencontrons dans la rue, de ce vieux ou de cette vieille sans soutien ; mais de l'impérialisme, jamais ! Et l'impérialisme saura qu'en Guinée, il y a un **Peuple de principe et des hommes de principe qui ont choisi, délibérément, la voie du combat pour la dignité des Peuples.**

.. Le nouveau plan impérialiste, nous le connaissons en détail. Pas plus tard qu'hier, dans le parc de Niokolokoba, ils ont désigné des gens qui doivent passer par Bourountouma pour s'infiltrer en Guinée. Ils ont désigné un autre groupe devant s'infiltrer à la frontière entre Koundara et Mali. **Nous les attendons de pieds fermes ; nous sommes prêts.** Nous les informons que les premiers infiltrés, les compagnons de Omar Diop, méditent déjà dans les prisons de la Révolution.

MOBILISATION TOTALE CONTRE L'IMPERIALISME ET SA 5e COLONNE

Mais tant que l'impérialisme s'acharne contre le régime guinéen, soyez assurés d'une chose, c'est qu'il a ses agents au sein du Peuple guinéen.

Eh bien, grâce aux mercenaires, nous sommes en train de connaître les quelques rénégats camouflés au sein du Parti Démocratique de Guinée et de son Etat. C'est ainsi que déjà, le Comité Révolutionnaire composé par le Conseil National de la Révolution, a arrêté 6 cadres guinéens qui sont :

- 1 — Telli Diallo, Ministre de la Justice
- 2 — Sy Savané Souleymane, Inspecteur général des Services d'Etat
- 3 — Le Capitaine Lamine Kouyaté, commandant militaire à Kindia
- 4 — le professeur, ancien ambassadeur à Alger, Sékou Camara dit Sékou « Philo ».

On comprend maintenant que le mouvement au sein de Poly avait été organisé par Sékou « Philo » ; **les étudiants le savent.**

5 — le lieutenant Hassan Diallo, du Génie-civil

6 — David Camara, du Commerce Extérieur.

Nous apprenons que ce dernier était resté dix ans en France et qu'il est rentré en 1968. On les confronte actuellement avec les mercenaires eux-mêmes.

Vous pouvez être sûrs qu'à chaque pas de l'impérialisme, il y aura la nécessité de couper une de ses racines en Guinée pour que nous puissions respirer en paix et construire la patrie comme nous le voulons.

La lutte, nous l'avons acceptée. C'est pourquoi nous sommes révolutionnaires. Nous savons ce que nous voulons. Nous savons donc ce que nous ne voulons pas. **Le régime néo-colonial, à la mode Senghor ou Houphouët, la Guinée n'en voudra jamais !** Et c'est perdre son temps que de nous demander de ne pas soutenir nos frères colonisés en vue de leur libération. Sur ce plan, nous n'écouterons personne ! Nous ferons tout pour aider tous les Peuples africains à accéder à l'indépendance et à la dignité. Laisser le pouvoir à des étrangers qui viendraient faire chez nous ce qu'ils veulent, exploitant nos richesses comme ils veulent, nous appauvrissant et s'enrichissant à nos dépens, cela a pris fin en Guinée avec le régime colonial. **La Guinée assumera la totalité de ses responsabilités. C'est pourquoi, nous devons faire montre de fermeté révolutionnaire à l'égard des ennemis qui se sont mis au service de l'impérialisme et du colonialisme.**

Nous invitons donc tous les organismes du Parti-Etat à la vigilance et à la fermeté, et nous disons aux forces militaires comme aux Pouvoirs Révolutionnaires Locaux se trouvant le long de nos frontières : **« ne dépensez plus un cauri pour le mercenaire. Ne lui donner plus à manger, encore moins l'envoyer à Conakry. Egorgez chaque mercenaire sur la place publique ».**

Aussi nous devons avoir une attitude ferme. **Puisqu'ils sont décidés contre nous, nous serons décidés pour nous.** Sans délai, et au niveau de chaque Section de Conakry et dans chaque ville de la République, comme au niveau de chaque P.R.L. frontalier **doit être organisée la permanence de jour et de nuit.** Pour Conakry, les Fédérations doivent réorganiser les Etats-Majors de Section et les Etats-Majors de Fédération, tout comme le Comité Central orga-

niserà l'Etat-Major Central en rapport avec les Etats-Majors Fédéraux et de Sections. Nous répétons à l'impérialisme que nous sommes prêts pour répondre à son rendez-vous de 1976. Nous disons aux deux fantoches Houphouët et Senghor que le moment de la démystification est arrivé. Aux agents de la 5^e colonne impérialiste en Guinée, eh bien, s'ils veulent partir qu'ils partent, car le Peuple est prêt à les ensevelir dans leur tombeau déjà tout préparé.

Quelle est l'arme privilégiée de la 5^e colonne en pareille circonstance ? La confusion : Mentir, encore mentir ; lancer des bobards pour étonner et troubler tout le monde afin de créer la confusion. Entendez-les : « j'ai appris qu'un tel est arrêté, que tel autre aussi est arrêté ; là-bas aussi on a arrêté un tel ». Tous les jours, les bobards vont circuler de P.R.L. à P.R.L., de Section à Section, de Fédération à Fédération, faisant le tour de la Guinée et de l'Afrique pour créer la confusion. Eh bien l'ordre de la Révolution est le suivant : « Dès que quelqu'un vous dira « j'ai appris ceci », arrêtez-le, amenez-le à l'Etat-Major ».

Donc, la vigilance et la fermeté. La défense de la patrie est le devoir sacré du citoyen. Défendons donc la Patrie. Défendons notre liberté et notre pouvoir. Défendons notre avenir et notre dignité. Ceux qui veulent compromettre l'avenir ont choisi contre nous. **Puisqu'ils ont choisi la voie de la néo-colonisation, nous devons nous défaire d'eux pour demeurer dans la voie de la dignité et de la responsabilité.**

Le combat contre les fabricants de bobards et de mensonges !

La vigilance, pour prouver que la Révolution ne dort pas !

La fermeté, pour prouver que nous savons ce que nous voulons !

Nous faisons appel à tous les organismes du Parti-Etat pour assurer la mobilisation totale des militants dans la lutte contre l'impérialisme et sa 5^e colonne.

Les jeunes, les femmes, les travailleurs, les militants en uniforme, les paysans, que tous répondent à l'appel de la Révolution et prouvent que le Peuple de Guinée est devenu majeur, qu'on ne peut plus le tromper, le surprendre. **On peut coopérer dans la loyauté avec lui, mais on ne peut plus l'assujétir.**

Prêt pour la Révolution !

PEUPLE DIGNE, PEUPLE RESPONSABLE

Par Musa Dumbuya

L'un des aspects, et non des moindres, de la particularité de la Révolution guinéenne, est, sans nul doute, son irréductibilité dans la lutte implacable qui l'oppose à l'impérialisme. Certains s'en étonnent, convaincus qu'ils sont, après analyse disent-ils, que le rapport de forces est à l'avantage de l'impérialisme.

Cette analyse métaphysique, aveuglée par des préjugés raciaux qui ne font aucune place de dignité à notre Peuple, comme à tous les Peuples africains, entraînera toujours ses auteurs (impérialistes et fantoches) dans du sable mouvant à chacun de leurs coups bas contre la République de Guinée.

« Comment ! - se disent-ils - la Guinée, un petit pays sous-peuplé, de surcroît sous-développé, peut-il oser tenir la dragée haute, tout le temps, à l'impérialisme international, au néocolonialisme et au fantochisme ? »

Que voilà un raisonnement qui ne doit sa persistance qu'aux tares de la civilisation occidentale selon laquelle nos Peuples, « arriérés » comme ils aiment à le dire, ne peuvent être comparés qu'à des matières à pressurer, des forces de travail à exploiter, bref des marchandises comme le minerai ou le pétrole.

Ce préjugé, obtus comme tous les préjugés, rend l'impérialisme incapable de faire une analyse dialectique de la position historique de notre Peuple et de notre Etat ;

— il n'appréciera jamais objectivement, le contenu de l'action politique du PDG qui a créé une Nation organisée,

— pas plus que le comportement des artisans de cette oeuvre universelle,

— ni la base populaire du Pouvoir cristallisé,

— ni le caractère démocratique des structures politiques et sociales,

— ni le programme de développement socio-économique qui mobilise, comme un

seul homme, une Nation de 5 millions d'âmes ; toutes choses qui font la fierté des Peuples de tout un continent !

L'impérialisme ne peut accepter l'originalité ni le génie de nos Peuples, qui contredisent sa philosophie, compromettent ses intérêts dont la sauvegarde, au besoin par la politique de la canonnière, est basée sur le mensonge et la mystification idéologique.

Le refus, par l'impérialisme, de la réalité guinéenne qui fait l'espoir de l'Afrique, son incapacité de s'y accommoder, relèvent de ce qui conduira tous nos ennemis, fatalement, à leur échec cuisant : la prétendue supériorité d'un Peuple à un autre, d'une race à une autre et par voie de conséquence, du droit des premiers d'exploiter les seconds.

C'est ce préjugé qui a guidé les bras criminels des marchands d'esclaves et des colonialistes d'hier. C'est encore lui qui guide, aujourd'hui, les bras de nos agresseurs et des comploteurs contre notre régime.

Les impérialistes n'arrivent pas à réaliser qu'en ce qui concerne la Guinée, leur échec provient du fait qu'ils n'ont plus à faire à un Peuple non aguerri, à un Peuple portant encore les séquelles de l'irresponsabilité. Ils apprendront, au fil de leurs défaites successives, que notre Peuple est mûr et digne au même titre que les leurs, et mieux aguerri ; et que nous n'avons vu, dans l'indépendance du 28 septembre 1958, que le moyen de détruire, jusqu'aux racines, les habitudes inculquées, les conceptions imposées et les façons d'agir modelées du colonisateur, de la civilisation sous-capitaliste, le moyen de ré-implanter, dans un sursaut de conscience nationale et africaine recouvrée, notre « Nous », cette personnalité africaine trop longtemps bafouée et soumise à l'asphyxiante assimilation du règne colonial.

Cette décolonisation intégrale, cette re-conversion totale, cette réhabilitation, jusqu'aux racines, des valeurs africaines, préludes à une Afrique libre, unie, développée et sans maître étranger, voilà ce que les impérialistes comprennent mal et qu'ils ne peuvent digérer, parce qu'il y a là, attitude conséquente de responsabilité et de dignité, qualités que l'impérialisme ne veut reconnaître qu'à la race des civilisations occidentales.

Ils en ont un malaise tellement viscéral qu'au nom ou à la pensée du Stratège de cette oeuvre historique au bénéfice de l'Afrique, au nom d'Ahmed Seku Ture, ils s'ébrouent de colère et remontent leur machine infernale contre le bastion guinéen.

Ainsi, les Senghor et Houphouët, produits les plus achevés de l'école coloniale et néocoloniale que l'impérialisme possède en Afrique, sont constamment remontés à bloc et commis aux basses besognes dont leurs maîtres, eux-mêmes, n'osent pas prendre la responsabilité politique.

Senghor et Houphouët sont la 5e colonne impérialiste qui souille la dignité non seulement des Peuples sénégalais et ivoirien, mais confisque au profit de l'impérialisme, leurs responsabilités.

Leur défi et leur injure doivent être relevés.

L'impérialisme apprendra, à ses dépens, que, comme les Peuples allemand, français, anglais ou américain, le Peuple guinéen est un Peuple responsable, un Peuple digne.

Un Peuple conscient ne badine avec sa dignité, avec ses responsabilités. Les Peuples, étiquetés «d'évolués» par l'impérialisme, en ont fait la démonstration à chaque tournant de leur histoire. Ainsi hier, pour résister à la domination nazie, pour préserver dignité nationale et liberté du Peuple, pour se relever des ruines et marcher vers l'avenir souhaité, l'Europe a pendu et fusillé des dizaines de milliers de ses enfants traîtres, agents de l'ennemi ; elle a pratiqué l'austérité économique pour réaliser les objectifs d'une politique nationale ; elle a

rationné ses citoyens. Cela a été loué comme du génie européen et l'Europe n'en a été jugée qu'avec plus de respect. Elle en est sortie plus homogène à tel point qu'aujourd'hui, cette Europe-là ne connaît la honte nationale qu'est la 5e colonne, que sous sa forme larvée d'espionnage.

En quoi donc la nécessité historique ressentie par notre Peuple, de faire de notre Nation jeune et vigoureuse une société imperméable à la vermine impérialiste et aux déséquilibres sociaux, ce, grâce à la pratique méthodique de l'économie planifiée de notre politique, peut-elle être un motif valable d'agression, de sabotage et de subversion ?

Les Senghor et Houphouët ne peuvent-ils décrocher leur brevet de fantochisme sans mettre en jeu la destinée de la Guinée ?

Maudits soient ceux qui, à nouveau, oseront violer notre territoire et braver la colère contenue de notre Peuple en armes.

En toute responsabilité, dans la dignité sereine que rien ne pourra plus salir, nous purifierons, aujourd'hui plus qu'hier, notre nouvelle société du sang impur de la 5ème colonne, ces étrangers qui ne sont de nulle patrie, moralement absents de leur terre natale, physiquement absents de leur terre d'adoption ; ces politiciens volatiles, inconsistants et éphémères, indignes de vivre. Nous purgerons radicalement les organes de notre Parti-Etat afin de nous immuniser davantage contre l'ennemi extérieur.

En toute responsabilité, le digne Peuple de Guinée continuera de tenir la dragée haute à l'impérialisme jusqu'à son enterrement définitif par les Peuples africains.

En Peuple digne et responsable, les 5 millions de guinéens qui sont aujourd'hui 5 millions d'Ahmed Seku Ture, soutenus par tous les Peuples africains, maintiendront, bouclés autour de l'homme du destin, autour d'Ahmed Seku Ture, leurs bras d'acier inaltérable et incassable.

PRET POUR LA REVOLUTION !

Le Peuple contre le Peuple ?..

(A Propos d'une émission de Radio-France Inter)

Le mercredi 28 juillet 1976, Radio-France, dans son émission « Afrique-matin » rapportait des propos tenus par certains individus agents de l'impérialisme et opérant à partir de Paris.

Ces propos disaient, citation : « A Paris, l'opposition au régime du Président Ahmed Seku Ture, une opposition connue sous le nom de Groupement des Guinéens à l'Extérieur, affirme que dans les purges déclenchées actuellement en Guinée, à la suite de la découverte d'un complot, une large fraction d'officiers et de membres du gouvernement est visée, y compris le Premier ministre Lansana Béavogui » fin de citation.

Nous sommes étonnés !

Très étonnés qu'après que le gouvernement français ait donné à notre gouvernement la ferme assurance qu'il n'autoriserait plus jamais d'activités anti-guinéennes sur son sol, que

des individus se livrent encore sur le sol de France à des attaques contre le régime que le Peuple de Guinée s'est donné, et d'autre part y fomentent des complots contre l'Etat guinéen.

Nous sommes très étonnés que Radio-France fasse état de propos tenus par les agents qui seraient organisés en groupes, dit Groupement des Guinéens à l'Extérieur, et qui en raison des libertés dont ils jouissent seraient de toute évidence protégés.

Mais, pour bien montrer que nous n'en voulons nullement à Radio-France-Internationale et dans le cadre d'une franche coopération, nous complétons les informations reçues par Radio-France.

En réalité, le gouvernement guinéen vient de découvrir que tout le Peuple guinéen est impliqué dans le complot.

Nous restons prêts pour le combat, Prêt pour la Révolution

Réunion à Alger des experts sportifs des non-alignés

Une réunion des experts en sport des pays non alignés a eu lieu les 21 et 22 juillet à Alger. La réunion a élaboré un programme d'action en vue de transformer le système actuel des relations sportives internationales et de développer l'éducation physique et sportive au sein de pays non-alignés, lequel sera soumis à la conférence ministérielle préparatoire du 5ème sommet des pays non-alignés.

Au sein des organisations internationales, « de par l'effet de dispositions statutaires nettement discriminatoires, des pays non-alignés ont toujours été nettement défavorables ». Une déclaration publiée à l'issue de la réunion indique que le système actuel regissant les relations sportives internationales reflète les inégalités qui existent dans l'ordre économique. La constatation d'une telle situation amène la nécessité d'une transformation de ce système, la mise en place d'un nouvel ordre sportif international qui devra tenir compte des intérêts et des aspirations des pays non-alignés et des autres pays en voie de développement.

Le chef de l'Etat à Mali



La Campagne agricole, c'est le thème majeur que le Responsable Suprême de la Révolution a développé à Mali le 29 mai au cours de sa tournée dans les Fédérations du Parti-Etat.

Phénomène permanent dont l'accomplissement est le seul garant de la plénitude économique de notre pays, la campagne agricole et ses implications sont désormais les préoccupations quotidiennes de tout Guinéen. En clair, la campagne agricole veut dire défense acharnée de la Révolution par la production.

Voici le texte intégral du discours du chef de l'Etat devant les militants de la Fédération de Mali.

**LA TERRE
EST LE PREMIER BIEN
DE L'HUMANITE**



Camarades de MALI,

Nous sommes en mission du Parti auprès de votre Fédération au moment-même où tous les membres du gouvernement effectuent la même mission auprès des autres Fédérations.

Pourquoi toutes ces missions sillonnent-elles les Fédérations du Parti Démocratique de Guinée ? C'est pour souligner aux populations militantes de notre pays, l'importance que le Parti attache à la présente Campagne agricole ; pour indiquer aux paysans que leurs activités intéressent tout le Peuple de Guinée et pour inviter tous les bras valides à participer aux travaux champêtres.

LA TERRE EST LE PREMIER BIEN DE L'HUMANITE.

Pour se hisser au ciel, il faut d'abord être bien campé sur le sol. Pour que les hommes s'unissent, pour qu'ils vivent ensemble dans l'harmonie et fondent des familles,

des villages, des arrondissements et des Nations, il faut mettre la terre en valeur. Nous devons donc tout faire pour valoriser notre terre, l'enrichir continuellement. **Toutes les activités sont utiles, mais l'agriculture est essentielle.** Les ingénieurs des Travaux publics et bâtiments peuvent disparaître, l'humanité continuera son chemin. Les instituteurs peuvent disparaître, l'humanité continuera son chemin. Les médecins, pharmaciens et sages-femmes peuvent disparaître, l'humanité continuera son chemin. Les tailleurs, bijoutiers et coordonniers peuvent disparaître, l'humanité continuera son chemin. **Mais si l'agriculture cesse d'exister, l'humanité disparaîtra.**

C'est pourquoi, dans tous les pays du monde, l'agriculture est le travail le plus utile à l'humanité, car, cette activité permet à l'humanité de préserver la vie et de la développer.

Il est des camarades qui n'apprécient pas à sa juste valeur l'importance de l'agriculture.

L'agriculture est le rempart le plus inexpugnable contre l'impérialisme.

L'agriculture est la garantie la plus solide de notre indépendance nationale.

L'agriculture est la base la plus naturelle et la plus efficace, la base exclusive même de notre développement économique ultérieur, dans tous les domaines : domaine industriel, domaine des transports, domaine financier, domaine commercial etc...

L'agriculture donne à notre développement culturel la base sans laquelle il ne serait plus question de culture.

Et cette agriculture doit se développer quantitativement et qualitativement. La lutte pour le développement de l'agriculture est la deuxième phase de la lutte de libération nationale et la première phase de la lutte pour le socialisme.

Nous devons tout faire pour tirer de la terre les immenses ressources, toutes les richesses qu'elle contient. Un Peuple n'est reconnu évolué, émancipé que dans la mesure où il est capable de maîtriser sa terre. Nous devons évoluer et pour cela, nous devons travailler. **Il est plus facile d'accéder à l'indépendance que de la maintenir et de la développer. Seul le travail maintient et développe l'indépendance.**

Le travail est une obligation ; tous les hommes de la terre, de toutes nationalités, sont soumis à cette obligation. C'est

le travail qui fait la supériorité de l'homme par rapport à l'animal. L'homme est doté de conscience. C'est pourquoi, il voit près de lui et loin de lui ; il voit le présent et perçoit l'avenir. Il peut être dans une grotte, dans une paillote et concevoir, élaborer le plan d'un building et le réaliser à travers le temps. Mais tout ce qu'il créera sera fonction de son travail.

LE TRAVAIL ENNOBLIT LA VIE ET L'HOMME

Tous les hommes sont naturellement égaux. Leur différence tient de celle des conditions d'éducation et des moyens dont ils disposent. Vous avez des jumeaux, si vous en confiez un à une famille de voleurs, de paresseux, de menteurs et le second à une famille laborieuse, 30 ans après, vos deux enfants représenteront deux familles différentes. C'est pourquoi, l'on doit éduquer l'enfant, éduquer le Peuple ; l'éducation devant conférer à l'homme l'utilité sociale. Tout le savoir de l'homme doit pouvoir être concrétisé en bienfait social, sinon, l'instruction n'aura aucune valeur. La bonne santé est un moyen pour permettre à l'homme de travailler ; s'il ne travaille pas, cette bonne santé n'aura aucune importance. **Quand vous aimez un enfant, vous lui apprenez à travailler, vous ne lui donnez pas tous les jours de l'argent, vous lui apprenez tout simplement à travailler, vous l'éduquez correctement.** Cette vérité doit diriger l'action des maîtres.

C'est parce que le Parti nous aime qu'il nous éduque tous les jours. C'est parce que le Parti nous respecte qu'il ne nous ment jamais. **C'est le travail qui ennoblit la vie, tout comme le travail ennoblit l'homme lui-même. Pourquoi doit-on travailler ?** Parce que l'on doit payer des dettes sociales. Vous nous avez déjà entendu en parler à la radio, nous adressant à des militants d'autres Fédérations. Mais nous nous répéterons même si la radio est écoutée par chaque citoyen de notre Pays, par chaque militant de notre Parti-Etat.

Pourquoi devons-nous travailler ? Pour payer nos dettes.

Quelles sont ces dettes ?

Celles que nous avons, chacun, contractées auprès de la société. Quant à nous, nous avons contracté plus de dettes que vous. Mais chacun de nous en a contracté. Seul Dieu n'a pas de dettes, parce que vous ne lui avez rien donné. Mais nous, nous sommes endettés vis-à-vis de Dieu, vis-à-vis de

nos mères et de nos pères, vis-à-vis de nos frères et de tous les parents. Nous nous sommes endettés vis-à-vis de notre village, de notre Arrondissement, de notre Région, de notre Nation et de toute l'humanité. Nous jouissons des biens créés par les autres. Nous empruntons des routes tous les jours, ceux qui les ont construites sont peut-être tous morts ; mais nous, nous en jouissons aujourd'hui ; ceci est une dette. Les maisons qui nous abritent, les habits que nous portons sont l'œuvre d'autres qui les ont faits. Ce bois qui a servi de charpente à la Permanence qui nous abrite, provient d'un arbre qui a été planté par quelqu'un, coupé par quelqu'un, transformé en planches par quelqu'un d'autre. Et qui en a fait la charpente ? C'est l'œuvre d'autres que nous-mêmes. Et ces tôles ? Du minerai aux tôles, toutes les transformations sont faites par d'autres hommes de différents pays, de nationalités différentes. Même la langue que nous parlons a été créée avant nous ? Nous l'avons tout simplement apprise. Elle a été créée par nos ancêtres qui ne vivent plus. Tous les jours, l'homme bénéficie des bienfaits de la Société. Il doit savoir que le riz qu'il consomme a été cultivé par d'autres ; que le coton qui a servi à faire son boubou a été cultivé par d'autres.

Si l'homme refuse de travailler, s'il ne fait que recevoir les services des autres sans chercher à les rembourser, quelle signification aura alors son existence ? ..

LE TRAVAIL EST UNE OBLIGATION

C'est pourquoi l'homme doit travailler. Il ne travaille pas pour de l'argent, il travaille pour payer les dettes, afin que d'autres hommes bénéficient du fruit de son travail. **Le travail est une obligation.** Existe-t-il un être qui ne travaille pas ?

Prenons l'exemple de l'arbre. Quand l'arbre pousse de terre, il ne vous demande pas sa nourriture, ni l'eau qu'il utilise. Il ne vous demande ni habit, ni abri, ni médicament. C'est vous qui aurez besoin de lui pour préparer vos médicaments en utilisant soit ses feuilles, soit son écorce ou ses racines. Il n'a pas besoin de vous ; donc il ne vous doit absolument rien.

Les animaux aussi ne contractent pas de dettes. Vous avez une vache, elle met bas un veau. Quelques heures après, ce veau se tient debout sur ses pattes et se dirige instinctivement vers sa mère sans l'assistance d'une personne. Tout seul, il apprend à brouter l'herbe, à boire de l'eau. Les animaux se comportent ainsi. La panthère, l'hyène, le lion,

le singe, tous ces animaux de brousse tombent malades comme les hommes. Leur pharmacie, c'est la nature ; leur école, c'est la nature ; leur laboratoire, c'est aussi la nature. Ils connaissent bien la nature dont ils sont plus prêts que nous ne le sommes. Si donc l'animal tombe malade, il va lui-même chercher les remèdes qui peuvent le guérir ; personne ne le lui montre. Il ne vous doit rien. Par contre, c'est vous qui aurez besoin de lui pour vous nourrir de sa viande, et avec sa peau, vous faire des chaussures. La bête ne contracte aucune dette car, dès qu'elle naît, elle commence à résoudre d'elle-même ses problèmes.

Mais tel n'est pas le cas de l'homme. Donc l'homme est ainsi fait. Il naît en tant que fruit de la société, laquelle commence par la famille. Si un homme et une femme ne s'unissent pas, s'ils n'acceptent pas de se reproduire l'enfant ne tombera pas du ciel, ni ne germera de la terre.



« Que la contre-révolution complète sous l'eau, la Révolution la voit et l'écrasera à temps »

TRAVAILLER DANS LA SOCIÉTÉ ET POUR LA SOCIÉTÉ

La société commence par l'union de deux êtres. C'est ainsi que naît l'enfant et à sa naissance, il ne peut pas, comme le veau, se mettre aussitôt debout, marcher, aller manger de lui-même, boire de lui-même, se déplacer de lui-même. Il ne peut pas, comme l'arbre, demeurer sur place, tirer de la terre toute la nourriture nécessaire à sa vie. Si à la naissance d'un enfant tout le monde lui donne dos, y compris ses parents, il ne pourra pas vivre. Il faut que la maman s'occupe du bébé, que toute la famille le protège, que la société veille sur ses jours. Les aliments qu'il consomme sont produits par d'autres ; les habits qu'il porte lui sont donnés ; les médicaments qu'il consomme pour se débarrasser des maladies lui sont offerts, car, tout petit, il ne peut rien faire, il lui faut bénéficier de la sollicitude et de la bonté des autres. Cet enfant va grandir, se développer physiquement ; il va apprendre à parler au sein de la société ; savoir comment elle est organisée et comment elle vit. Il faut donc qu'à son tour, il travaille et que le fruit de son travail aille à la société. S'il ne travaille pas, s'il n'apporte rien à la société, rien à sa famille, sa vie sera inutile, il demeurera endetté.

Quand l'enfant naît, dans tous les pays du monde, il crie, il pleure, c'est son premier contact avec l'extérieur. Partout, il est reconnu que tout enfant qui ne pleure pas à sa naissance est mort-né. Mais pourquoi pleure-t-il à sa naissance ? Son cri a-t-il une signification ? Oui. L'enfant pleure à sa naissance parce qu'il sait qu'il ne pourra de lui-même résoudre tous les problèmes liés à son existence.

Du ventre de sa maman, il était nourri à son insu, sans aucun effort de sa part. Comment, privé de cette nourriture, va-t-il vivre désormais ? Il pleure et se demande, puisque les autres seront obligés de s'occuper de lui, s'il pourra vivre longtemps pour pouvoir payer les dettes qu'il aura ainsi contractées ? N'étant pas sûr d'avoir la vie assez longue pour payer ses dettes, il se met à pleurer. Mais vous remarquerez qu'au moment où l'enfant pleure, les parents sont contents, la famille et la société se réjouissent.

Voilà une contradiction ! L'enfant qui naît, pleure. Ceux qui l'accueillent rient de joie. Tout le monde va s'occuper de l'enfant. Il arrivera un moment où il travaillera

de lui-même. Il sera alors utile à sa maman, à son père, à ses frères et sœurs, à tous ses parents, à tout son P.R.L., à la Nation, à l'humanité. Il se fait connaître dans son milieu. On dit de lui qu'il dit la vérité, qu'il est juste, bon, serviable. A sa mort, tout le monde ne va-t-il pas pleurer ? Ainsi, ceux qui ont ri à sa naissance vont pleurer à sa mort. Pendant que les gens pleurent la mort d'un tel homme, le défunt, lui, est en train de rire, parce qu'il ira droit au Paradis. C'est pourquoi, on dit que le paradis se prépare sur terre. Ce n'est pas un jeu de cartes, ce n'est pas un jeu de hasard. C'est ce que vous faites ici qui vous sera récompensé à la mort. **C'est pourquoi, il faut travailler ici-bas, pour qu'à la mort, les gens vous pleurent.** Mais si un homme d'ici ne fait que voler, mentir, s'il symbolise tout ce qui est mauvais, toute la famille aura honte de sa conduite ; et Mali n'acceptera même pas de le présenter comme originaire de cette localité. Son titre de Guinéen sera même contesté par les militants du P.D.G. A sa mort, est-ce que tout le monde ne sera pas content ? Voilà pourquoi il faut payer les dettes, c'est-à-dire être utile aux hommes, à la famille, à son village, à sa Nation, à l'humanité.

Mais on ne peut pas être utile si l'on n'apporte pas une assistance matérielle aux autres. Pour donner quelque chose, il faut d'abord le posséder. Il y a deux façons de se procurer quelque chose :

En premier lieu, par le vol, on peut s'approprier illégalement des biens d'autrui ; cet acte-là est mauvais, c'est le « hakkè » qui en résulte.

En second lieu, par le travail ! Quand on travaille soi-même et que l'on donne le fruit de ce travail, c'est le « BARADYI » qui en est la récompense.

Donc, tout le monde doit accepter le travail. C'est le travail qui permet à l'homme de se libérer des dettes contractées pendant le jeune âge.

C'est pourquoi le Parti a choisi comme devise « TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE ». Travailler et être juste ! Quand on est juste, on est utile aux autres ; et être utile aux autres signifie l'entraide, la solidarité.

Tout le monde ne peut pas faire le travail de médecin, d'électricien ou de chauffeur. **Mais tout le monde peut cultiver, parce que la terre est disponible, fertile et généreuse. Quiconque la travaille, récolte en retour, le fruit de son labeur. Généreuse, honnête et juste, la terre ne vous donne que ce que vous lui avez demandé de produire, par votre propre effort.**

Si vous semez du fonio, vous ne récolterez pas du mil ; si vous plantez des oranges, vous aurez des oranges. Ce travail est à la portée de tous. Un petit enfant de 6 ans peut planter un manguier, mais il ne peut pas faire le travail de médecin, ni de constructeurs d'automobiles. Tout homme peut cultiver et le Parti nous demande, à tous, de cultiver. Tous ceux qui peuvent participer à la campagne de production sont invités à apporter leur contribution. Dans vos concessions, faites un petit jardin, ne serait-ce qu'une seule butte, elle vous permet d'avoir de la tomate, des oignons, du taro, du maïs. Plantez chacun un arbre, cela ne peut que faire du bien. **Puisque chacun peut, alors chacun doit faire quelque chose. C'est le mot d'ordre du Parti.**

LA BRIGADE. C'EST LA PREMIERE PIERRE DE LA GUINEE DE DEMAIN

A chaque Pouvoir Révolutionnaire Local correspond une Brigade Mécanisée de Production (B.M.P.) ou une Brigade Attelée de Production (B.A.P.) Sur le plan national, il y a 1 500 B.M.P., 800 B.A.P., 137 brigades de pêche. C'est dire que tous les P.R.L. ont un programme déterminé d'activités productives.

Cette année, les paysans vont encore agrandir leurs champs, ce qui accroîtra davantage la production nationale. Les brigades seules donneront au moins 230 000 tonnes de produits, soit 5 fois plus que la production de l'année précédente, créant ainsi l'abondance alimentaire en République de Guinée.

Mais il ne s'agit pas de produire tout juste pour se suffire. Il faut produire plus que nos besoins immédiats, pour que la Guinée puisse payer ses dettes en exportant l'excédent. Les pays qui nous fournissent des marchandises ont aussi besoin de nos produits. Alors, nous devons produire ce dont eux aussi ont besoin. Ainsi, nous leur serons utiles aussi à notre tour. Les brigades appartiennent en propre aux Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (P.R.L.). Si la production des P.R.L. s'évalue à un million, 10 millions, voire 100 millions de Sylis, cette somme est la propriété exclusive des P.R.L. Ainsi, au lieu que chaque imposable donne 35 ou 40 kilos de fonio au titre de la taxe régionale, c'est le champ de la brigade, si le P.R.L. réussit à réaliser les normes qui lui sont fixées, qui fournira les produits nécessaires au paiement des taxes, libérant ainsi les imposables des obligations civiques de la taxe. Tel est notre objectif. Ainsi, chaque famille vendra au magasin du P.R.L. ce



Le Parc de Niokolokoba est une base autonome impérialiste, un centre de subversion contre l'Afrique.

qu'elle veut vendre de sa propre production, la taxe étant payée par la Brigade. Les recettes de la brigade seront quant à elles, destinées au développement de l'infrastructure : maisons, marché, mosquée, dispensaire, maternité, école, Centre de Promotion Féminine, maison du Peuple du P.R.L. etc... Chaque année, l'on construira pour embellir le village ; on agrandira le réseau routier ; on construira des ponts. Demain, on achètera un groupe électrogène pour éclairer le P.R.L., des décortiqueuses de riz, des machines de concassage de palmiste, ou des pelatrices pour extraire l'essence d'orange. Le P.R.L. pourra s'acheter aussi une machine pour extraire le jus d'orange. La tannerie et la cordonnerie du P.R.L. pourront se développer ; le P.R.L. pourra enfin exploiter toutes les richesses de son sol. **L'on voit par là que la brigade est la première pierre d'un édifice dont les dimensions et l'architecture se développent continûment.**

Le bâtiment de la permanence qui nous abrite en ce moment est un grand édifice. Aucun de nous n'a une

maison aussi grande et aussi solide. Mais comment le travail a-t-il été fait ? Le mur a été élevé brique par brique. La Guinée de demain sera également très grande, très riche, très prospère. **La brigade, c'est la première pierre de la Guinée de demain. C'est pourquoi, il ne faut pas minimiser cette première pierre. La deuxième brique, la troisième brique se poseront l'une après l'autre.**

Les Pouvoirs Révolutionnaires Locaux ou les brigades qui exploitent un tracteur aujourd'hui, auront demain la possibilité d'acheter un deuxième, un troisième tracteur etc... s'ils le désiraient pour développer leur action agricole.

RATTRAPER NOTRE RETARD ET NOUS HISSER AU RANG DES PAYS EUROPEENS

Nous devons travailler. L'indépendance a servi à libérer nos pieds et nos bras. Cette liberté doit se concrétiser par l'accroissement de la productivité et par l'amélioration de la qualité du travail. Nous sommes en retard par rapport aux pays européens. Nous pouvons et nous devons rattraper ce retard, nous hisser à leur niveau. Voilà notre ambition.

Des Européens sont présents dans cette salle. Que sont-ils venus faire en Guinée ? Nous aider à travailler ! Pourquoi ? Parce qu'ils ont vu que nous n'avons pas les moyens dont ils disposent. Mais, dans quelques années, quand nous aurons tous appris quelque chose, eh bien ! nous ne ferons plus venir des étrangers pour travailler chez nous ; nous ferons nous-mêmes nos travaux. Tels sont nos objectifs. **Les amis étrangers nous font confiance, ils nous prêtent de l'argent, des machines, ils nous donnent leur technologie. Il faut que nous travaillions pour être en mesure de payer nos dettes, pour développer l'économie du pays et nous passer de toute aide extérieure. Voilà l'objectif de la Révolution.**

Nous voulons aussi aider les éleveurs, mais les éleveurs ne s'y prêtent pas à cause de leur transhumance. Ils sont en marge de la société. Ils vivent en compagnie des bêtes. Or, l'animal ne peut prodiguer de conseils à l'homme. C'est pourquoi, tout le monde peut progresser dans notre pays, sauf les éleveurs. Or, nous voulons que la Guinée soit prospère. Les éleveurs sont nos pères, nos mères, nos frères. Nous devons tout faire pour rendre leurs activités dynamiques. Ils endurent des souffrances actuelles que nous devons pouvoir guérir. De quoi souffrent-ils ? Chaque année, des maladies

épidémiques déciment leur cheptel. Les animaux meurent au préjudice des propriétaires. Par ailleurs, bien que nous ayons voté les lois les plus draconiennes contre les vols, jusqu'à présent, à MALI, le vol de bétail inquiète les éleveurs. Les voleurs nuisent considérablement aux éleveurs.

DE LA NECESSITE DE CREER PARTOUT DES PARCS COLLECTIFS

Un autre facteur très préjudiciable pour les bêtes et les éleveurs, c'est le manque d'herbe fraîche en saison sèche. Les éleveurs sont obligés de suivre le troupeau à la recherche de pâturage et d'eau, parfois sur des centaines de kilomètres en brousse. Nous voulons aider les éleveurs ; mais cette aide est difficile parce que l'éleveur ne veut pas être aidé.

Nous avons invité chaque Pouvoir Révolutionnaire Local (P.R.L.) à construire un parc collectif. Tous les bœufs du P.R.L. y seront regroupés. Chaque P.R.L. aura son numéro dans la Région et dans le même P.R.L. chaque propriétaire aura un numéro. Les deux numéros seront marqués sur chaque animal.

Cette précaution d'identifier le propriétaire et le P.R.L. pour chaque bête. Nous pourrions ainsi certainement arrêter le vol de bétail. Du reste, une fois les bœufs regroupés dans le parc du P.R.L. ou de l'Arrondissement, il n'est pas aisé à un voleur de s'aventurer dans ce parc collectif pour voler. Chaque Arrondissement recevra, la présente année, un vétérinaire formé à l'Ecole vétérinaire de MAMOU ou de BEYLA. Deux fois par trimestre, ce vétérinaire visitera les parcs à bétail pour vacciner les bêtes. Dans le parc, il sera construit un bassin dont l'eau sera additionnée de sel et des médicaments pour traiter les bêtes et prévenir les maladies bovines.

Chaque P.R.L. doit, par ailleurs, déterminer une zone de pâturage exclusivement réservée à ses troupeaux.

L'année prochaine, nous vous donnerons des semences fourragères. Le P.R.L. en une seule matinée, se mobilisera pour semer les graines, ce qui permettra aux bêtes de ne plus ravager les champs des agriculteurs, parce que l'herbe sera abondante dans cette zone réservée au cheptel. Regardez les hommes, c'est la quantité de nourriture qu'ils reçoivent qui fait d'eux des gens gros ou maigres. On dit que le Peulh est maigre ; mais c'est la nourriture du Peulh

qui est maigre. Il a plus de bœufs que les autres militants, mais il ne consomme pas la viande. Il possède 200 à 300 têtes de bœufs, mais il préfère mourir en laissant toute cette fortune après lui que de vendre ou tuer une bête pour se soigner. Ses femmes et ses enfants, mal nourris et mal habillés, vivent dans des paillotes. A la mort de ces éleveurs, ils seront sévèrement condamnés par Dieu pour avoir refusé d'utiliser tous ces moyens à sortir leurs familles de l'indigence, de la pauvreté. C'est le « HAKKE » vis-à-vis de la famille, le « HAKKE » vis-à-vis du P.R.L., le « HAKKE » vis-à-vis du pays, le « HAKKE » vis-à-vis de l'humanité entière.

NOTRE OBJECTIF : AIDER LES ELEVEURS

Nous voulons aider les éleveurs et nous les aiderons pour qu'ils prennent le meilleur chemin pouvant les mener au paradis. L'éleveur qui n'a pas du tout confiance au Parti, qui n'a même pas confiance en ce que nous disons peut aller à Ditinn voir la ferme d'élevage du gouvernement. Il comprendra alors beaucoup de choses qu'il ignorait.

Nous avons fait venir des taureaux géniteurs de nombreux pays. Nous les avons fait accoupler avec nos vaches. Le résultat est positif. Ainsi, nous avons actuellement des bœufs qui pèsent 800, 900 kilos, voire une tonne. Les veaux de Ditinn ne vont pas en brousse chercher de la nourriture. Ils sont dans un Parc à côté duquel nous avons créé une zone fourragère. Nous y avons construit des abreuvoirs dont nous renouvelons l'eau tous les matins. On y met du sel, des médicaments, ce qui permet aux vaches de Ditinn de donner par jour, jusqu'à 22 litres de lait. Une seule vache de Ditinn donne plus de lait que 10 à 15 vaches que vous possédez ici à Mali. Un seul bœuf de Ditinn donne plus de viande que 5 bœufs locaux que vous tuerez à Mali.

Voilà le résultat que nous voulons généraliser dans tous les P.R.L. Pour aider les éleveurs ce sont leurs enfants qui iront désormais à l'Ecole vétérinaire de Mamou, des vétérinaires pour vous aider. Voyez-vous, les bêtes que nous avons à Ditinn, peuvent, à 3 ans, reproduire, tandis que chez vous, il faut 5 ans au minimum pour que les bovins commencent leur reproduction. Avec l'érection des parcs collectifs, nous allons confier 20 taureaux de Ditinn à Mali et à certaines Régions, afin que vous les utilisiez auprès de vos génisses, comme géniteurs. Le résultat ne se fera pas attendre ; dans deux ou trois ans, il y aura un autre procédé que nous allons pratiquer. Nous sommes en train d'installer

un laboratoire pour pratiquer l'insémination artificielle.

Le vétérinaire se présente dans le P.R.L. muni de son stock de semence et des instruments d'insémination. En moins d'une heure, les génisses sont regroupées dans un Parc collectif comme prescrit par le Parti, notre vétérinaire aura fini d'inséminer toutes les vaches. Et à partir de là, si les bêtes sont nourries et soignées comme le Parti-Etat l'a également prescrit, ce sont des animaux vigoureux, remplissant les mêmes performances que ceux de Ditinn, que le P.R.L. aura en trois ou quatre ans.

En un mois, nous aurons fini le programme d'insémination pour tous les P.R.L. Voilà toutes vos vaches pleines sans qu'il ait été nécessaire de les mettre en contact avec des taureaux. Ce procédé-là est plus facile et plus simple. Un autre avantage est que chaque année, vos vaches mettront bas. Tel est notre vœu. Si, les pays européens nous envoient du lait, c'est parce que par des procédés scientifiques, ils parviennent à augmenter rapidement leur cheptel et que leurs vaches donnent 10 à 20 fois plus de lait que les nôtres. Le jour où vous obtiendrez une vache sélectionnée, elle vous donnera 20 litres de lait par jour. En un mois, vous aurez plus que le prix de votre vache. Il faut appliquer le programme de parcage collectif des bêtes par P.R.L.

Du reste, ce parcage à d'autres intérêts : Au lieu que vos bêtes détruisent le champs des autres, elles deviennent utiles. En effet la bouse de vache pourra être facilement recueillie pour la fabrication du fumier de ferme dont l'utilisation, dans les champs, va doubler, quadrupler le rendement à l'hectare. La bouse de vache est un engrais très riche ; actuellement, nous la perdons du fait de la divagation des animaux. Une fois les bœufs regroupés dans le Parc collectif, chacun aura la faculté de contrôler, le soir, si sa bête est rentrée ou non. Le vol sera arrêté et vous aurez 5 fois plus de viande, 10 fois plus de lait ! Vous ne prendrez plus de « HAKKE » en faisant ravager les champs des voisins par vos animaux. Tout cela va dans le sens de vos intérêts ; mais encore faut-il que vous ayez confiance en votre Régime. Sinon, vous ne pourrez pas avoir confiance même en Dieu. **Nous disons que notre PARTI est celui de la justice. Nous ne sommes pas parfaits, mais nous ne mentirons pas.** Les ennemis vous disent : « Attention, dès que vous

allez rassembler vos bêtes, le gouvernement va les prendre ». Ces propos sont répandus par des voleurs et les complices de ces voleurs, ce sont les trafiquants qui, eux aussi, ont intérêt à ce que vous ne mettiez pas vos bêtes dans les Parcs collectifs, que vous restiez pauvres et erriez, comme vos bêtes. Ils veulent que vous continuiez à prendre des « HAKKE » qui vous conduiront chez cheytane. Vous serez doublement maudits si vous suivez ces adeptes de cheytane.

Nous vous donnons l'assurance, au nom de Dieu, au nom de la Révolution, que le parc vous appartient et que les mesures envisagées ont pour but de vous aider. Mais si quelqu'un ne croit pas du tout, s'il n'a aucune confiance dans le régime, pour tous ceux-là qui ne nous croient pas, nous donnons ordre aux autorités de Labé et de Mali, aux gendarmes et aux miliciens de les laisser partir où ils veulent, même s'ils ont 100 000 bêtes ! Quiconque veut partir avec son bétail, il est libre. **Nous proclamons ici sa liberté de partir avec son bétail** pour tout éleveur qui n'a pas confiance dans notre régime ! Cadres de la Révolution, laissez-les faire. C'est au galop qu'ils reviendront quand ils verront le bonheur de ceux des éleveurs décidés à écouter la voix de la raison. Nous construisons la Guinée comme nous le dicte l'Islam, comme le veut la Révolution, dans l'intérêt de chaque homme et de chaque femme.

LES PERSPECTIVES DE DEMAIN

Nous voulons être un Peuple heureux par le travail et dans le travail. Nous voulons mettre fin au mensonge et au vol, à la fainéantise et à l'alcoolisme. Nous voulons, dans nos villages, construire des maisons modernes à la place des cases, des maisons en dur et couvertes de tôles ; nous voulons construire de grandes écoles dans tous les Pouvoirs Révolutionnaires Locaux, et dans toutes les Régions, faire des routes définitives, bitumées, des ponts solides et définitifs. Nous voulons, en un minimum de temps, être à même d'électrifier tous nos P.R.L. les équiper tous en matériels de travail, en petites usines, en fabriques pour pouvoir transformer sur place nos matières premières.

Mais pour construire une maison, il faut pouvoir donner le premier coup de pioche. Il faut poser la première brique ou la première pierre. Celui qui ne veut pas participer à la pose de la première pierre est libre d'aller dans un pays où on ne parle pas d'avenir. Nous voulons, quant à nous cons-

truire l'avenir.

Maintenant, nous allons vous demander un service. Chaque fois que nous venons, vous nous donnez à manger ; à nos yeux, il existe quelque chose qui est supérieur à tout cela et que nous allons solliciter auprès de vous. Le riz que nous allons manger ici ne nous empêchera pas d'avoir faim demain. Nous ne pourrions pas emporter la belle villa dans laquelle vous nous logez. Donc, ce que vous nous offrez, ne peut que couvrir notre temps de séjour. Nous voulons vous demander un service qui nous restera tout le temps, qui nous rendra nous-mêmes heureux, qui vous rendra également heureux ainsi que vos enfants et vos petits enfants. Seulement, nous ne savons pas si vous êtes prêts à nous accorder ce que nous allons vous demander. Nous vous donnons l'assurance que nous n'allons pas vous demander ce que le plus pauvre ne peut pas nous donner, à plus forte raison le plus riche. Etes-vous prêts à nous le donner ?

Réponse du Peuple : « OUI » !

Est-ce que vous êtes d'accord ?

Réponse : « OUI, nous sommes prêts ! »

Alors, nous vous demandons de vous mobiliser un seul jour ; au cours de cette journée, chacun creusera un trou assez large et y plantera un arbre fruitier qu'il arrosera aussitôt. Vous ferez ainsi une grande plantation pour les pauvres, pour les indigents qui, demain, pourront aller à cette plantation, se servir à leur guise, sans rien payer parce que cette plantation appartiendra à la collectivité de Mali. (vifs applaudissements).

Etes-vous d'accord ?

Réponse : « OUI » !

Etes-vous prêts ?

Réponse : « OUI » !

Nous vous en remercions ! Ainsi prend fin la Conférence, sur l'engagement que chacun plantera un arbre fruitier. Par ce que plus tard, chaque homme, venant à Mali ou y naissant pourra bénéficier, ici, des fruits d'un arbre qu'il n'aura pas planté.

Nous invitons les paysans à intensifier les activités productives.

Nous invitons, les éleveurs à ne pas suivre « cheytane » ni les menteurs et à exécuter ce que nous leur demandons car, ce que nous leur demandons est à leur portée et dans leur propre intérêt.

Prêt pour la Révolution !



13^{ème} sommet de l'O U A à Port Louis - Ile Maurice

Dr. Lansana BEAVOGUI Premier ministre de la République de Guinée

Le Conseil de Sécurité est une forme d'apartheid au sein des Nations - Unies

Le 13^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA s'est tenu à Port Louis (Ile Maurice) du 2 au 5 juillet. La délégation de notre pays était conduite à ce Sommet par le camarade Dr. Lansana Béavogui, Premier ministre.

A cette session, plusieurs résolutions importantes furent votées dont la condamnation de l'Afrique du Sud pour sa politique d'apartheid.

Nous publions ici, le discours de circonstance du Dr. Lansana Béavogui.

Monsieur le PRESIDENT,
Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Messieurs les chefs de délégations
Messieurs,

Nous voudrions tout d'abord nous acquitter d'un agréable devoir, celui d'adresser les sincères et chaleureuses félicitations de la délégation de la République de Guinée au nouveau Président qui a su conquérir la confiance unanime et l'estime de tous pour le porter à la présidence de notre Organisation.

Nous sommes convaincus que ses hautes qualités et sa sagesse, de même que sa fidélité à l'Afrique, insuffleront un sang nouveau aux activités de notre Organisation, en lui conférant le maximum d'efficacité pour réaliser ses objectifs.

La délégation de la République de Guinée voudrait également exprimer sa profonde gratitude au Peuple et au gouvernement mauriciens singulièrement à Son Excellence notre frère et ami Sir Seewoosagur Ramgulam, Premier ministre et chef du gouvernement, pour l'accueil combien chaleureux et fraternel qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Notre délégation est heureuse, au nom du Peuple et du gouvernement de Guinée, au nom du camarade Président de la République, S.E. Ahméd Seku Ture de féliciter très chaleureusement le Peuple et le gouvernement des Iles Seychelles, pour l'accession à l'indépendance de leur pays, après une longue et âpre lutte contre le colonialisme. Elle se réjouit de voir ce pays occuper la place légitime qui lui revient au sein de la grande famille africaine.

C'est pourquoi nous lui souhaitons de nouveaux et grands succès dans sa noble tâche de reconstruction nationale et de consolidation de sa liberté chèrement conquise.
Monsieur le PRESIDENT,

Cette 13^{ème} Session ordinaire se situe à un moment capital pour le devenir de l'Afrique, car notre continent aborde la dernière phase de sa libération totale du joug colonial.

C'est pourquoi et précisément parce que nous sommes au seuil d'un changement qualitatif, nous devons demeurer extrêmement vigilants, car, si l'année 1975 a été l'année de la décolonisation des territoires anciennement sous domination portugaise, il nous faut reconnaître que les événements en Angola ont fait subir à l'OUA, sa plus dure épreuve depuis sa création.

L'OUA n'a pas sombré au milieu des écueils ; et notre continent doit s'énorgueillir d'avoir mis en place une Organisation qui bien que ne répondant pas encore complètement aux espoirs de nos Peuples, demeure une arme efficace pour l'affirmation des aspirations légitimes de nos Etats.

Les événements en Angola ont été un important test pour nos Etats à travers son Organisation continentale.

Il nous est pénible de rappeler que face à la coalition militaire des mercenaires, des troupes fantoches au service de l'impérialisme et de leur fer de lance, les troupes de l'Afrique du Sud raciste, l'Afrique a présenté un visage fissuré.

N'eussent été la détermination et le courage du Peuple angolais mobilisé au sein du MPLA, n'eût été la fermeté des Etats africains totalement engagés dans la défense intransigeante des intérêts supérieurs de l'Afrique, n'eût été enfin l'incalculable contribution des pays amis comme Cuba et l'URSS dans un esprit internationaliste, nul doute que l'impérialisme aurait inscrit une éclatante victoire à son sinistre palmarès.

Ces événements, nous le répétons, doivent nous amener à une profonde méditation pour nous engager concrètement aux côtés du Peuple angolais, seul maître et l'assistance nécessaire pour consolider sa

victoire et édifier une société nouvelle, répondant à ses légitimes aspirations.

L'aide des pays socialistes à l'Angola, nous l'avons déjà dit est de même nature que celle accordée jadis par les forces antifascistes aux Peuples d'Europe victimes de la barbare agression du régime hitlérien.

Elle s'identifie également avec l'aide généreuse apportée par certaines Nations européennes dont la France notamment qui, il y a deux siècles ont volé au secours de colonies britanniques d'Amérique pour permettre à celles-ci de conquérir leur indépendance et de constituer les fiers Etats-Unis d'Amérique de nos jours.

Du reste que dire de l'intervention politique, diplomatique, financière, matérielle, et militaire des Etats-Unis d'Amérique dans la péninsule indochinoise : Viet Nam, Cambodge, Laos pour aider ceux qu'ils considéraient comme leurs amis. Faut-il rappeler le cas de la Corée ?

Et puis à Saint Domingue en 1965 un Corps expéditionnaire de 40 000 hommes ne débarquait-il pas pour rétablir le gouvernement favorable au pays qui a dépêché ce Corps expéditionnaire ?

Et nous passons. Donc trêve de protestation à l'idée que certaines Nations sont venues apporter leur aide généreuse au Peuple angolais en lutte contre un colonialisme archaïque, un impérialisme avide et cruel et leurs laquais inconditionnellement soumis à leurs maîtres.

L'impérialisme qui a montré son vrai visage en Angola en intervenant militairement par fantoches interposés, n'utilise pas seulement les armes de guerre pour compromettre la lutte des Peuples africains pour un devenir libre. L'impérialisme utilise aussi l'arme de la division. C'est ce que nous enregistrons actuellement surtout au niveau des Mouvements de libération nationale. Cette tactique fait partie de son plan de reconquête de l'Afrique pour exploiter davantage nos ressources naturelles.

L'impérialisme n'hésitera devant aucun crime pour atteindre ses buts.

L'OUA en cette phase décisive de son combat et de son existence se doit de se fixer des tâches nouvelles, de dynamiser ses méthodes et de revaloriser ses moyens.

La détermination de nos Peuples est inébranlable. Nous devons agir et réagir. Nous devons oser combattre pour vaincre.

Le Peuple angolais a lutté. Il a vaincu. Le Peuple mozambicain a lutté, il a vaincu, mais il lutte encore pour apporter sa haute contribution à la libération de l'Afrique australe après avoir aidé à l'accélération du processus de libération des anciennes colonies portugaises d'Afrique.

En effet la fermeture de la frontière du Mozambique avec la Rhodésie du Sud vient s'ajouter aux énormes sacrifices que le Peuple mozambicain et son mouvement d'avant-garde, le FRELIMO, ne cessent de consentir pour la libération totale du continent de toute domination étrangère.

Cet acte du gouvernement mozambicain qui s'inscrit dans le cadre de l'application des Résolutions pertinentes de l'ONU et de l'OUA, constitue une démonstration de courage, d'abnégation et une arme efficace contre le régime chancelant de Ian Smith. C'est en même temps un apport précieux et décisif à la lutte que mène le Peuple frère du Zimbabwe pour recouvrer sa liberté et sa dignité.

A la 9^e session ordinaire tenue en avril 1975 à Dar-Es-Salam, les membres de notre Organisation étaient divisés en partisans du dialogue et en partisans de la lutte armée.

Aujourd'hui, notre délégation se réjouit de constater la disparition totale de cette ligne de démarcation au profit de la thèse de la lutte armée qui s'est imposée comme la seule valable pour libérer les Peuples d'Afrique australe de la domination des minorités blanches et de l'apartheid.

Les massacres sanglants organisés par Vorster pour réprimer la résistance afri-

caine ont mis à nu l'hypocrisie et la vanité de sa politique de dialogue et de coopération, ultime ressource à laquelle lui et ses alliés occidentaux ont recours, dans le but d'anesthésier la conscience politique et idéologique de certains gouvernements africains.

La multiplication des actes d'agression contre la République du Mozambique, arrière garde sûre de la lutte armée du Peuple Zimbabwe, par le régime raciste et minoritaire de Ian Smith, est un défi à l'Afrique que l'OUA se doit de relever. Ces provocations comme l'a si bien dit le grand militant du FRELIMO, le Président Samora Moïses Machel ne sont qu'une corde que l'impérialisme est en train de se mettre au cou et le rôle des Peuples africains consistera à tirer sur cette corde.

Cette vérité est valable tant pour la Namibie que pour l'Afrique du Sud elle-même. La tâche primordiale des combattants et du Congrès panafricain de l'Afrique du Sud, consiste donc à organiser le Peuple pour canaliser et transformer les révoltes en un front monolithique de réelle lutte de libération nationale. Les événements de Soweto et des autres batoustans témoignent éloquentement de la volonté résolue du Peuple de l'Afrique du Sud d'enterrer définitivement le système anachronique d'exploitation mis en place par le régime d'apartheid.

Au nom de quelle morale et en vertu de quel droit, les alliés de Vorster pourraient ils se permettre de demander à l'Afrique de renoncer à l'aide conséquente et à la solidarité des pays socialistes, qui oeuvrent inlassablement pour contribuer à la libération de nos Peuples du joug de l'impérialisme, du colonialisme, du néo-colonialisme et du sionisme ?

S'agissant de la situation dans les Iles Comores et en Somalie dite française, nous réaffirmons notre appui total aux légitimes aspirations des Peuples de ces territoires à

la préservation de l'intégrité territoriale et à l'indépendance inconditionnelle.

Le cas de Mayotte est une tentative désespérée de reconquête et d'implantation des bases militaires du néo-colonialisme dans l'Océan Indien qui porte une atteinte grave à l'intégrité territoriale des Iles Comores. La puissance coloniale française doit être mise en demeure par l'OUA de mettre immédiatement fin à l'occupation illégale de cette Ile.

Le rapport de la commission de l'OUA sur la Somalie-Djibouti satisfait notre délégation et nous voulons adresser à cet effet nos félicitations aux honorables membres de cette commission pour le travail sérieux qu'ils ont accompli. Nous renouvelons notre ferme soutien au Peuple de la Côte des Somalies dans sa noble et difficile lutte pour la reconquête de son indépendance totale.

La tâche primordiale qui incombe à notre Organisation est de déployer tous les efforts pour parachever la décolonisation entière de notre continent. Nous avons la certitude de réussir si nous sommes unis et déterminés.

C'est à propos de la nécessité de la poursuite de cette lutte anti-impérialiste que, de façon lucide et clairvoyante, le camarade Président Ahmed Seku Ture disait tout récemment, citation : « *Tous les continents sont responsables de leurs destinées sauf le continent africain. Il y a encore la domination néo-colonialiste en Afrique. C'est pourquoi nous avons le devoir nous chefs d'Etat et de gouvernement, de rester fidèles à nos Peuples en combattant avec vigueur et rigueur l'impérialisme, et tous ceux qui ont pour objectif de détruire l'Afrique, cette Afrique qui veut être libre, unie, sincèrement unie pour pouvoir désormais faire l'histoire et ne jamais plus la subir* » fin de citation.

Concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international qu'il s'agisse de la 4^e CNUCED ou de la confé-

rence sur le droit de la Mer etc..., le tableau demeure encore sombre, car les propositions formulées dans différentes commissions de travail par les pays industrialisés soucieux de préserver leurs intérêts exclusifs, ne sont pas conformes aux exigences historiques du développement rapide, harmonieux et équilibré de nos Etats. C'est le lieu et le moment d'insister sur la nécessité pour nos Etats de coordonner leurs efforts et de rassembler leurs moyens et leurs ressources dans tous les domaines pour la promotion d'une coopération active et fructueuse entre nos pays respectifs d'abord, ensuite avec ceux du Tiers-monde.

Les victoires décisives déjà remportées par l'Afrique sur le plan politique lui permettent d'inscrire des victoires encore plus concrètes sur le plan économique et sur le plan culturel. Notre personnalité culturelle doit en effet s'affirmer avec vigueur et clarté dans toute son originalité enrichissante. C'est ce que l'OUA a compris en élaborant la charte culturelle de l'Afrique. Après la charte politique, la charte économique, voici que l'Afrique se dote de la charte culturelle, le troisième élément qui manquait douloureusement à ce triptyque: politique, économique, culturel. L'OUA, ce faisant, a montré le caractère dialectiquement unitaire des trois éléments, mais aussi a indiqué, n'en déplaise à certains, que la politique est le fondamental qui oriente et guide les deux autres.

Pour sa part, la République de Guinée a déjà ratifié cette charte culturelle qui, si elle était rigoureusement et correctement appliquée par tous les Etats membres, permettrait à l'Afrique, sur ce plan où l'impérialisme agit encore avec une grande subtilité, de contribuer de façon positive et originale à l'enrichissement du patrimoine culturel de l'humanité tout en

détruisant l'impérialisme dans ses derniers retranchements.

La culture est un combat. Il s'agit donc de se battre. Nous ne pouvons pas de ce fait nous laisser agresser culturellement, en restant inactifs et en nous contentant d'un fruit bâtard engendré contre notre volonté et notre participation consciente pour crier ensuite, impuissants « vive le métissage culturel ». Ce serait pour l'Afrique l'expression la plus achevée et la plus inadmissible de la démission.

Or l'Afrique n'a jamais accepté la démission. Elle s'est toujours battue et elle se battra toujours. Et la charte culturelle est l'arme efficace que l'OUA met entre nos mains pour le combat.

Monsieur le Président,

L'histoire nous enseigne que les Peuples conscients qui font l'histoire sont amenés constamment à s'adapter à ses impératifs de bonheur et de progrès.

En effet, le monde évolue, et les objectifs de bonheur s'accroissent en dimension et chaque société, pour la sauvegarde de ses acquis et pour un développement continu, adopte des attitudes face aux problèmes conditionnant ce progrès.

Dans une première phase située entre 1953 et 1963, nos Peuples ont intensifié la lutte de libération pour reconquérir l'indépendance et la souveraineté. Le mot d'ordre essentiel était à l'unité pour accélérer cette indépendance. L'OUA résulte de cette prise de conscience et de cette volonté d'indépendance par l'unité d'action des Peuples d'Afrique.

L'OUA a joué un certain rôle dans ce sens car présentement, elle est constituée par 48 Etats indépendants.

De 3 Etats indépendants d'Afrique en 1953, l'OUA passe aujourd'hui à 48 Etats indépendants. Voilà le sens du progrès réalisé par nos Peuples.

Dans les conditions actuelles du combat de nos Peuples pour l'affirmation de leur personnalité, le développement de leur économie et l'épanouissement de leur culture de nouveaux impératifs s'imposent à nos Peuples :

1^o) — En finir définitivement avec la domination coloniale dans le continent, c'est-à-dire assurer la libération immédiate de la Namibie et du Zimbabwe.

2^o) — Extirper l'apartheid et les facteurs qui l'engendrent et le soutiennent.

3^o) — Actualiser les décisions de l'OUA relatives à la coopération effective et sincère entre les Etats du continent.

En effet, l'Afrique n'a pas de monnaie propre ; les transports connaissent un circuit qui fait toujours dépendre le continent de certaines puissances étrangères qui ont eu à le coloniser. D'ailleurs, nombreuses délégations ici présentes n'ont-elles pas été obligées de transiter par un aéroport non africain pour être à Port-Louis ?

Les télécommunications, les échanges commerciaux n'ont pas été adaptés comme déjà l'a demandé l'OUA aux nécessités de la repersonnalisation de l'Afrique à partir des besoins de nos Peuples.

D'autres impératifs s'ajoutent à ces premiers.

La République de Guinée est et restera fidèle à l'OUA, à la constitution de laquelle elle a donné le meilleur d'elle-même.

Elle estime cependant que l'OUA est dans le continent ce que l'ONU est à l'échelle mondiale.

Les Etats peuvent donc être membres de l'OUA, fidèles à l'OUA et s'adapter en même temps à des priorités qu'ils considèrent vitales à leur développement accéléré.

Les Etats arabes du continent africain sont de sincères membres de l'OUA, tout en restant membres de la ligue Arabe à laquelle ils apportent une contribution de choix.

Des Etats africains demeurent membres du Commonwealth sans que cela n'affaiblisse les liens qui les unissent aux Etats frères organisés avec eux au sein de l'OUA.

D'autres Etats africains sont membres sinon de la communauté française, politiquement morte, mais d'un ensemble franco-africain dont l'une des sessions vient de se tenir en pleine solennité à Paris avec le regroupement des chefs d'Etats africains autour du Président de la République française.

Enfin, à une échelle moindre, des Etats ont constitué le Conseil de l'Entente, instance qui tient également ses sessions particulières.

Devant cette structure multiforme de l'organisation de l'action des Etats africains, la République de Guinée a proposé que les Etats sincèrement acquis à la conviction que la liberté et le progrès ne se donnent pas, mais qu'ils se conquièrent, que ces Etats disjointe, constituent un groupe d'action concrète et efficace au service des Peuples africains.

La proposition guinéenne tendait donc à donner à l'Afrique un nouvel outil, un nouveau moyen d'action devant servir à la consolidation, à la préservation de l'indépendance de nos Nations et à l'élargissement de la capacité d'action de nos Etats.

Il s'agit en un mot d'intervenir au Zimbabwe pour aider courageusement nos frères à trouver leur liberté.

Il s'agit d'appuyer officiellement et efficacement le combat des populations africaines de l'Afrique du Sud et à en finir sans délai avec l'apartheid qui constitue une honte, une souillure dont sont victimes communément toutes les sociétés africaines.

Cette proposition consistait donc à créer au sein de l'OUA dont les Etats demeurent membres, un groupe d'Etats décidés à passer à l'action tel que d'ailleurs le recommande quelques résolutions des Nations Unies reconnaissant aux Peuples coloniaux le droit d'user de tous les moyens, voire militaires, pour recouvrer leur indépendance et leur dignité.

Nous précisons donc que l'appel lancé par la République de Guinée intéresse toutes les Nations africaines résolues à ap-

porter leur contribution dynamique au combat libérateur, émancipateur de l'Afrique contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'apartheid.

Mais la conscience des Peuples d'Afrique s'est aiguisée ces temps-ci ; la contradiction opposant nos Peuples à l'impérialisme étant devenue claire.

En effet, le soulèvement populaire enregistré en Afrique du Sud, la détermination des mouvements nationalistes de libération à recouvrer par les armes l'indépendance de la Namibie et du Zimbabwe sont les résultantes de cette prise de conscience généralisée à l'échelle de tout le continent africain et c'est pour permettre à l'OUA elle-même de jouer ce rôle précédemment dévolu à une fraction de ses membres, que la République de Guinée se fait le devoir de saisir des résolutions appropriées, le sommet de l'OUA afin qu'une attitude énergique exprimant notre volonté d'être, notre volonté de devenir une entité responsable, digne et respectée, soit prise à l'unanimité et avec détermination en vue de modifier l'état de dépendance coloniale ou néo-coloniale que subissent présentement certains territoires du continent.

Ni l'alliance Prétoria-Tel-Aviv, ni la session de centrales nucléaires au régime d'apartheid, ni la diplomatie de la corruption et de la confusion, ne sauraient briser l'élan révolutionnaire des Peuples d'Afrique, irréversiblement engagés dans le combat pour leur libération totale du joug d'oppression et d'exploitation.

S'agissant de la Namibie, l'ONU s'est réunie et a levé la tutelle de l'Afrique du Sud sur ce territoire. Le Conseil de Sécurité s'est prononcé pour l'indépendance de la Namibie. L'OUA s'est réunie aussi et s'est prononcée pour l'indépendance de la Namibie. Toutes les organisations internationales se sont déjà prononcées dans le même sens. Mais l'Afrique du Sud refuse de respecter cette volonté des Peuples. Elle im-

pose la force, et n'entend pas raison. Elle ne comprend pas le sens de la justice historique. Que nous reste-t-il à faire ? Utiliser aussi la force pour mettre fin à la domination illégale et à l'occupation coloniale de la Namibie.

Notre action en faveur du Zimbabwe doit aller dans le même sens. Par ailleurs, il y a un complot permanent contre l'Afrique. Nous devons toujours le dénoncer. Et l'Afrique doit toujours se défendre. Les pays africains, américains et européens, qu'il s'agisse de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est ont tous dit à juste raison que les problèmes africains concernent en tout premier lieu les Peuples et les gouvernements africains.

Or, l'OUA a admis l'Angola en son sein, elle a appuyé la demande d'admission de l'Angola aux Nations Unies. Tout le continent africain est d'accord, lui le premier intéressé à la solution des problèmes. Mais voilà que les Etats Unis d'Amérique y ont opposé leur veto. Est-ce à dire que les Etats Unis d'Amérique ne veulent plus que l'Afrique détermine la solution juste à ses propres problèmes

Si les Etats-Unis ont exercé à l'ONU le droit de veto sur le problème de l'admission de l'Angola, c'est parce que ce droit de veto existe. Aujourd'hui, ce droit de veto n'est reconnu qu'aux Etats-Unis d'Amérique, à la France, à la Grande Bretagne, à l'URSS et à la République populaire de Chine.

L'Afrique doit défendre sa dignité. Le Conseil de Sécurité est également une forme d'apartheid au sein des Nations Unies, parce que c'est l'Afrique seule qui est absente parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité jouissant du droit de veto.

Pourquoi accorderait-on le droit de veto à tous les continents excepté l'Afrique ? S'ils ne peuvent pas répondre, l'Afrique doit voter au cours de l'actuelle session de l'OUA une résolution exigeant qu'un pays africain devienne aussi membre permanent

du conseil de sécurité avec le droit de veto. Nous avons assez longtemps demandé la suppression du droit de veto. Cela n'a pas été obtenu. Maintenant, au cours de l'actuelle session de l'OUA, nous allons demander qu'un Etat africain soit également membre permanent du Conseil de Sécurité. Le pays exercera au titre du continent africain, le droit de veto pour préserver les intérêts supérieurs du continent africain. Notre proposition concerne l'Etat fédéral nigérian, dont le chef de l'Etat par fidélité rigoureuse au mouvement de décolonisation de l'Afrique, notamment en Angola, avait courageusement et énergiquement pris position contre l'impérialisme avant d'être finalement victime de la criminelle machination impérialiste.

C'est parce que nous sommes convaincus de la victoire inéluctable des Peuples d'Afrique sur leurs ennemis impérialistes, racistes et fascistes, et que nous sommes en droit d'exiger que l'Afrique soit rétablie dans ses droits et privilèges, que la délégation de la République de Guinée se fait le devoir mili-

tant de proposer aux chefs d'Etat et de gouvernement de notre continent les deux projets de résolution suivants :

1^o) — Projet — Défense armée

2^o) — Projet — Droit de veto.

Monsieur le Président,
Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

L'adoption à l'unanimité de ces projets de résolution, l'application immédiate du premier projet par les Etats membres de l'OUA, et la défense rigoureuse du second à la prochaine session de l'ONU, permettra à l'Afrique d'effacer la fâcheuse impression d'incapacité de se libérer par elle-même, et la grave injustice dont elle vient d'être victime, et d'affirmer le rôle prépondérant qu'elle est en droit de jouer dans les affaires internationales.

— Honneur aux Peuples qui luttent !
— Gloire à l'Afrique !
— Vive l'Unité Africaine !
Prêt pour la Révolution !

Pologne : 32 ans de pouvoir populaire

Le 22 juillet, la Pologne populaire fête le 32ème anniversaire de la prise du pouvoir par le Peuple. Le Conseil national du Peuple représentation politique de la Nation, née sur l'initiative du Parti ouvrier polonais, constitua en 1944, le premier gouvernement populaire : le Comité polonais de libération nationale. Au fur et à mesure de la libération du territoire de Pologne du joug fasciste par l'Armée soviétique et l'Armée polonaise luttant côte à côte les forces de la gauche assument le pouvoir politique et réalisent son programme, développé dans le manifeste du Comité polonais de libération, publié le 22 juillet 1944 à Chelm, la première ville libérée de Pologne.

Après la Seconde Guerre mondiale la Pologne a connu un développement social et économique révolutionnaire et dynamique grâce au travail acharné de son Peuple et la coopération fraternelle avec l'Union Soviétique et les autres Etats de la Communauté socialiste.

Grâce au développement accéléré de son économie socialiste, au cours des trente années de l'après guerre la Pologne a modifié la structure de ses échanges commerciaux avec l'étranger. Les machines et les équipements représentent actuellement 40% de la valeur des exportations polonaises. Parmi les principaux articles d'exportation polonais, figurent : des navires mar-

chands et des bateaux de pêche, des machines pour le bâtiment et les ponts et chaussées, des cimenteries, des sucreries etc... La Pologne exporte également nombre d'articles de consommation industrielle, tels que des tissus et des chaussures. Ces dernières années la Pologne a élargi considérablement ses échanges avec les pays en voie de développement.

Le programme à long terme de développement du pays défini par le VIIème Congrès du Parti Ouvrier Unifié polonais, en décembre 1975, prévoit, une modernisation de l'économie et l'élargissement pour toute la Société des possibilités d'accès aux acquisitions de la civilisation et de la culture.

Décret No 258 portant création de la SOFAB

Par décret n° 258-PRG-en date du 8 juillet 1976 :

Titre I — Dispositions générales

Art. 1er. — Il est créé une Entreprise d'Etat dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière dénommée : SOCIETE DE FABRICATION DE BOUGIES (SOFAB).

Art. 2. — SOFAB est placée sous la tutelle du Ministère de l'Industrie et de l'Energie. Son siège est fixé à Conakry.

Art. 3. — Elle est gérée conformément aux dispositions du décret n° 175-PRG du 27 juin 1960 portant statut-type des Entreprises d'Etat.

Art. 4. — Elle est soumise aux lois et règlements régissant les Entreprises industrielles, agricoles et commerciales.

Titre II — Objet et attributions

Art. 5. — La Société de fabrication des bougies a pour objet :

— la fabrication des bougies à usage domestique ;

— la fabrication des plaques de bougie pour teinturières ;

— le traitement de la cire d'abeille pour PROMINEX.

Art. 6. — Elle est habilitée, dans le cadre de ses attributions à prendre toutes les mesures adéquates permettant d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement et notamment :

1° — acquérir tous matériels et produits nécessaires à son fonctionnement ;

2° — veiller à la bonne qualité de sa production ;

3° — louer, construire les immeubles nécessaires à l'exercice de ses activités (bureaux, magasins de stockage, entrepôts, logements, etc...)

Titre III — ADMINISTRATION

Art. 7. — SOFAB est dirigée par un Directeur général assisté d'un directeur

adjoint et d'un chef comptable, tous les trois nommés par décret.

Art. 8. — Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus.

Il a qualité pour agir au nom de l'Entreprise, accomplir et autoriser tous actes et toutes opérations nécessaires à son fonctionnement. A cet effet :

Il représente la Société devant toutes personnes physiques et morales, publiques et privées, ainsi que devant toute juridiction.

Il est dépositaire de la signature de l'Entreprise tant pour la correspondance courante que pour les pièces comptables ;

Il se met en rapport avec la Société sectorielle OCOFI pour toutes les opérations financières liées à l'émission des chèques au déblocage des fonds, aux conventions d'avance de fonds, aux contrats d'achat et de vente, de location à la signature de tout marché, entrant dans le cadre de la gestion de l'Entreprise.

Il veille à la bonne tenue des pièces comptables, dossiers et archives.

Art. 9. — Le directeur est civilement responsable de la gestion de l'Entreprise sans préjudice de sa responsabilité pénale et des sanctions disciplinaires qu'il peut encourir.

TITRE IV — GESTION

Art. 10. — La gestion financière et comptable de SOFAB obéit aux prescriptions du Plan comptable national et aux dispositions des textes réglementaires d'application en vigueur.

Avant le début des activités de l'Entreprise, le Directeur général est tenu d'établir et de soumettre à son Ministère de tutelle, au Ministère du Contrôle d'Etat et au Ministère du Plan, un bilan d'ouverture avec un inventaire descriptif dans lequel tous les moyens seront classés et évalués conformément aux prescriptions du Plan comptable et des textes d'application en vigueur ; le bilan de départ devra s'inspirer

en particulier des dispositions du décret n° 126/PRG du 13 mars 1963, portant classement des moyens de base. Les activités de gestion de SOFAB seront conformes aux Plans économiques approuvés par le gouvernement représenté par le Ministère de tutelle et en tous points conformes au Plan économique et social de la Nation. Les rapports entre SOFAB et OCOFI sont conformes en tous points aux relations en vigueur entre la Société sectorielle OCOFI et ses succursales.

TITRE V — REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 11. — Le capital initial de l'Entreprise sera fixé ultérieurement par décret.

Art. 12. — L'Entreprise ne peut aliéner tout ou partie de ses biens d'équipement et immeubles qu'après autorisation du Ministère de tutelle, du Ministère du Contrôle d'Etat et du Ministère du Plan.

Art. 13. — Les ressources permettant le fonctionnement de SOFAB sont :

— le produit de ses ventes ;
— les emprunts qu'elle peut être autorisée à contracter auprès de OCOFI ;

— les fonds de concours et subventions du gouvernement.

Art. 14. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. — Le Directeur général est tenu d'établir tous les ans, deux mois avant la fin de l'année financière, un budget de fonctionnement, et dans le mois suivant la fin de l'exercice de présenter au Ministère de tutelle, au Ministère du Contrôle d'Etat et au Ministère du Plan, le bilan et le compte d'exploitation de l'année écoulée ainsi que tous autres documents exigés par la réglementation en vigueur.

TITRE VI — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16. — L'Organisation et les modalités pratiques de fonctionnement de la SOCIETE DE FABRICATION DES BOUGIES feront l'objet d'un arrêté du Ministère de l'Industrie et de l'Energie.

Acles du Pouvoir Central

Par décret n° 277/PRG/ en date du 23 juillet :

Art. 1er — Il est reconstitué, pour compter du 1er août 1976 :

1°) — Un Ministère des Travaux publics, Urbanisme et Habitat.

2°) — Un Ministère des Mines et de la Géologie.

Par décret n° 278/PRG/en date du 23 juillet :

Art. 1er — Le camarade Abraham Kabassan Keita, précédemment ministre du Développement rural de Boké, est nommé ministre des Mines et de la Géologie.

Art. 2 — Le camarade Mohamed Lamine Touré, est nommé ministre des Travaux publics, Urbanisme et Habitat.

Par décret n° 283 — PRG en date du 24 juillet :

Art. 1er — Sont nommés dans les fonctions ci-après les camarades dont les noms suivent :

1° — *Ministre de la Justice :*

Le camarade Général Lansana Diané Docteur vétérinaire, membre du Comité Central

2° — *Ministre de la Santé Publique :*
Le camarade Docteur Kékoura Camara

l'actuel PRL Mangué Gadiri où en raison de son dynamisme elle est choisie comme dirigeante de l'association des jeunes filles sénégalaises, activités qu'elle mène jusqu'en 1945 époque à laquelle elle se marie. De ce mariage, naît en 1952, un garçon qui malheureusement ne vivra qu'un an. Dans sa nouvelle vie de famille, en plus de sa qualité de ménagère, elle s'adonne à des activités de couture et de coiffure.

A partir de 1954, et après le départ de son mari pour l'extérieur, Yombo N'Diaye va s'engager totalement dans la vie politique avec de nombreuses autres femmes parmi lesquelles brille la grande figure de Hadja Mafory Bangoura. Ayant déménagé entre temps dans la concession Koumbassaya dans l'actuel PRL Mafoulé Kéita, elle participe activement à toutes les phases de la lutte politique, très souvent aux côtés du Secrétaire Général du Parti, le camarade Ahmed Seku Ture.

Après avoir rejoint son mari à l'extérieur en 1956, elle revient à Conakry en septembre 1958, spécialement pour voter le NON du référendum ; après quoi elle retourne auprès de son mari à l'extérieur. Tous deux reviendront ensemble en 1960, mais elle ne quittera plus Conakry. Elle reprend ses activités politiques avec le même dynamisme que par le passé, particulièrement dans le quartier Almamy où elle devient Présidente des femmes du Comité Al-

mamy-I, puis du Comité Sabouya, etc.

Elue en 1963 dans le CRF en qualité de Secrétaire aux Affaires Sociales, elle en sera vice-présidente en 1965, puis présidente de 1967 à 71.

En 1972, elle est élue au Comité National des Femmes dans les fonctions de Secrétaire aux Affaires Sociales.

Tout au long de sa vie qu'elle a consacrée totalement à son prochain, à son Parti et à son Peuple, la camarade Yombo N'Diaye a toujours montré une foi rayonnante, communicative et conquérante à laquelle nous rendons un hommage juste, sincère et mérité. Elle était heureuse de vivre et de lutter.

Elle participe aux réunions et meetings dans tous les quartiers de la ville et se fait remarquer par son éloquence, sa force de persuasion et son courage imperturbable face aux provocations des valets du colonialisme. Ce qui lui valut une très grande popularité.

La camarade Hadja Yombo N'Diaye a accédé tout au long de sa carrière politique à diverses responsabilités qu'elle a assumées avec dignité, honneur et dévouement.

De 1954 à 1957 elle est Présidente de Comité de base.

En 1963 elle est élue au Comité régional des Femmes dont elle devient Vice-présidente.

En 1972, elle est élue au Comité National de l'Union

Révolutionnaire des Femmes de Guinée.

Elle est compagne de l'Indépendance.

Hadja Yombo N'Diaye jouissait de l'estime, de la considération et du respect de tous les militants du Parti-Etat. Sa vie durant, elle est restée au service de son Peuple, elle est restée d'une fidélité rigoureuse et inconditionnelle aux principes et à la ligne révolutionnaire du Parti Démocratique de Guinée qu'elle a servi avec abnégation pendant les dures épreuves de la lutte de libération.

Nous, militants du PDG, nous nous armerons encore avec plus de courage, plus de détermination pour mener à bien et parachever l'œuvre à laquelle elle a tout donné et qui était sa raison de vivre.

Comme l'a dit le Responsable Suprême de la Révolution,

Pas de pleurs

Cadres du Parti-Etat

Cadres et militants de la RDA !

Nous ne pleurerons pas la mort de notre regrettée camarade Hadja Yombo N'Diaye car sa vie a été entièrement remplie au service exclusif de sa chère patrie.

Le Peuple de Guinée ne l'oubliera jamais et son exemple guidera le pas de chacun et de tous dans la construction de l'œuvre gigantesque d'édification nationale qui est nôtre.

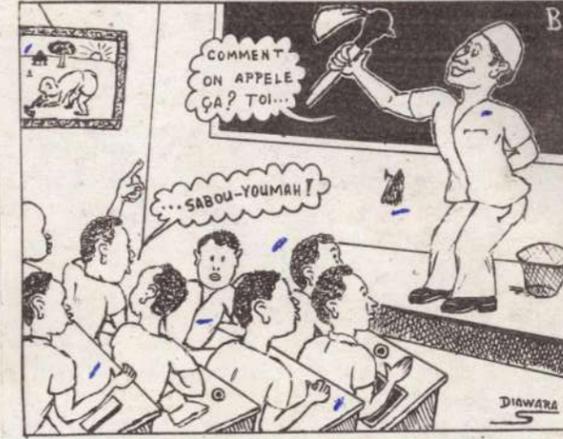
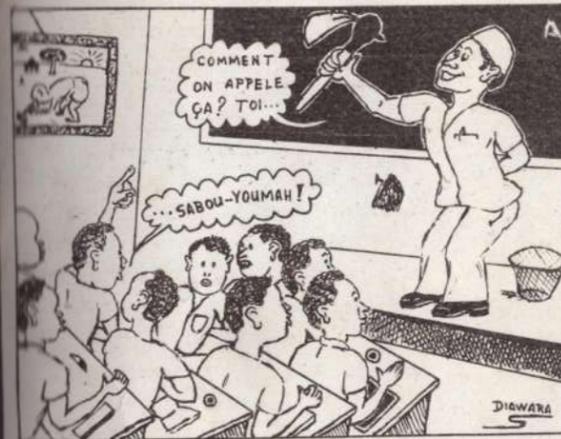
Que son âme repose en paix.

Prêt pour la Révolution.

LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 83

SOLUTION PROCHAIN NUMERO



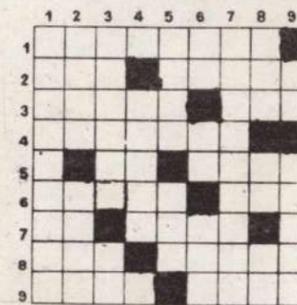
Solution

DU DESSIN N° 82
HOROYA N° 2232

1. - La lance du fusil est tombée.
2. - La cheminée du bateau est brisée.
3. - Le bout du 2^e canon est parti.
4. - Le soulier du soldat fantoche est noir.
5. - Le couteau « dans la gueule du monstre est noir.
6. - La patte du monstre est coupée.
7. - La 2^e tête du monstre n'a pas de cornes.

MOTS CROISES

Problème N° 190 proposé par Ahmadou DIALLO étudiant à L'I.P.J.N.K.



HORIZONTALEMENT

- 1 - Le père de la linguistique générale
- 2 - Unité de surface - grand fossé
- 3 - Petits tuyaux - compagnie d'Eve;
- 2 - Agitation passagère
- 5 - Qui n'est pas vêtu - Arrêt
- 6 - Phonétiquement porte anglaise - Mammifère domestique
- 7 - Immatriculation temporaire - recule en Pular
- 8 - Accumulation d'objets - Ville du Nigéria
- 9 - Ecole Professionnelle - Colline Artificielle du Proche-Orient

VERTICALEMENT

- 1 - Etablissement hospitalier
- 2 - Plante à petite fleur - Organisation impérialiste
- 3 - 2^e saut - Possessif
- 4 - De bas en haut doute
- 5 - Iris désordonné - Aliment de base
- 6 - Soude, charpente du corps - mammifère rongeur
- 7 - Sorte de plateau utilisé par les marchands
- 8 - En remontant être en vie - personnel - Pronom
- 9 - Négation - Relatif aux infractions.

Solution du problème n°189





Chaque PRL doit
préparer sa pépinière
en vue du reboisement
du territoire national



L'agriculture moderne exige la maîtrise de l'eau



HOROYA

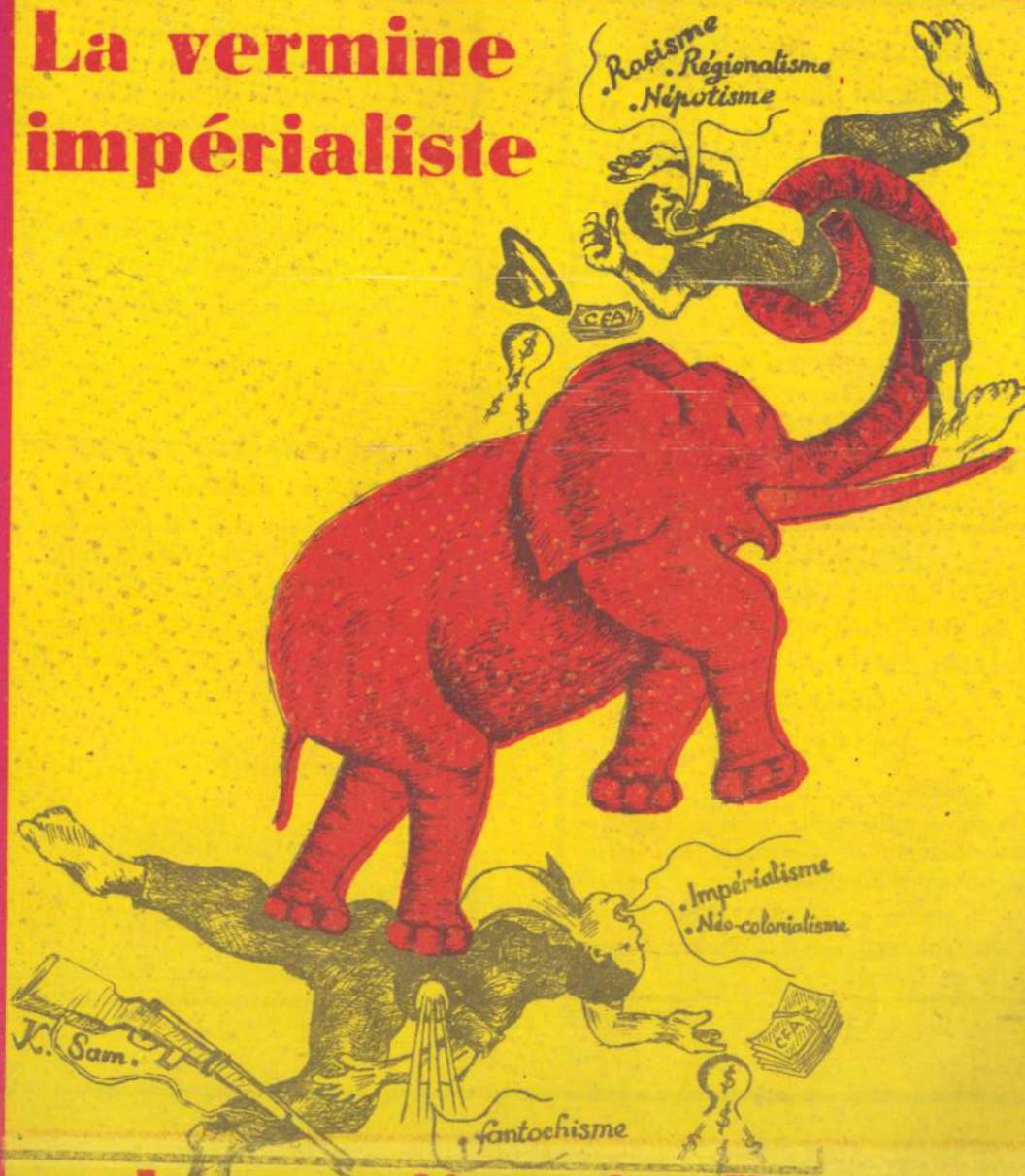
P
D
G

N° 2234 — Du 8 au 14 Août 1970 — Prix : 25 Syllis

COMPLLOT
PERMANENT (II)

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE

La vermine impérialiste



et le verdict du Peuple